

Chômage **Ça sent le sapin**



● Mittal : arnaques, trahisons, c'est le feuillet de l'hiver

page 3

● La Poste, comme Mittal, fait souffrir les postiers

page 5



Sommaire

Actualité

Complicité gouvernementale avec Mittal, par G. Goutte, page 3

Les gazouillis du pape, par Le Furet, page 4

Harcèlement patronal à La Poste, par E. Vanhecke, page 5

La météo pluvieuse des syndicats, par J.-P. Germain, page 6

Les Espagnols ne lâchent rien, par R. P., page 7

La Chronique néphrétique de Rodkol, page 8



Arguments

La désobéissance non violente, par Muriel, page 9

La bouffe au service des racistes, par G. Boccara, page 11

Des idées nouvelles, par André, page 14

International

L'Autriche lèche les bottes des Saoudiens, par J. Segal, page 16

Expressions

Un drôle de Musée Jacob, par S. Golden, page 17

L'affiche-action en expo, par R. Pino, page 19

Ciao, Heike! par B. Beyssi et E. Claude, page 21

Mouvement

Renaissance de notre bibliothèque La Rue, par l'équipe La Rue, page 22

La Radio des anars, page 22

L'Agenda des anars, page 23



Illustrations

Aurelio, Jhano, Kalem, Krokaga, Nemo, Slo, Valère



ATTENTION: *Le Monde libertaire* hebdomadaire reprendra sa parution le 17 janvier 2013.

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série, les gratuits ☐ 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits ☐ 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits ☐ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ☐ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC : CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Florange

la social-démocratie en action

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

QU'EST-CE qu'on va trouver sous le sapin ? Des chômeurs. Plein de chômeurs. Enfoncés, les Playmobil ! L'armée des sans-emploi va les submerger inexorablement. On prévoit des records pour 2013, des centaines de milliers d'emplois en moins. 10 % ou 11 % de chômeurs dans la population active. Et tout ça avec une statistique officielle qui masque une bonne moitié des effectifs.

Conséquence : 8,6 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté en France en 2010. Les statistiques arrivent toujours très tard, et on est pris de vertige à l'idée de ce qu'il doit en être maintenant que la crise s'est approfondie. 10 millions ? Allez savoir !

Au bénéfice de la crise, dont ils sont responsables et qu'ils exagèrent à l'envi, les capitalistes restructurent à tout va. Rien qu'à PSA, Varin relance de 1 500. Et le gouvernement du redressement productif leur donne la main, roulant les travailleurs dans la farine et baissant culotte devant les barons de l'argent.

C'est l'effet Mittal : Hollande, Ayrault et le gouvernement se déballonnent devant le patronat arrogant et mondialisé de l'acier, aussitôt les maîtres de forge bien-de-chez-nous relèvent encore la tête. Les 20 milliards de cadeau faits il y a peu à ces fauves n'auront été pour eux qu'une mise en bouche. Insatiables, on vous dit !

Du reste, une « bonne » nouvelle sur le front des salaires. Une catégorie, restreinte mais influente, a vu son sort s'améliorer nettement ces dernières années : celles des patrons des grandes entreprises cotées en Bourse. 2010 avait été une année faste (34 % d'augmentation en moyenne). 2011 n'a vu qu'une progression moyenne de 4 %, ce qui correspond à un bonus de 13 000 euros par mois, le total annuel dépassant les 4,2 millions d'euros. On finirait par croire que leur salaire est indexé sur le taux de chômage.

Alors, cette année, le sapin, devinez ce qu'on devrait en faire ?

APRÈS LE TRAVAIL À LA CHAÎNE
DES OUVRIERS,
LE TRAVAIL À LA CHAÎNE
DU PATRON.



LA VRAIE DIFFÉRENCE ENTRE la droite et la gauche parlementaire, c'est que l'une assume quand l'autre s'efforce vainement de prétendre que le changement c'est maintenant. L'une est cohérente, l'autre s'enlise dans ses contradictions. Les deux, bien sûr, sont la même saloperie. L'affaire ArcelorMittal est un « bel » exemple des cafouillages et de l'hypocrisie de cette gauche parlementaire.

Histoire d'un enfumage total

Je ne reviendrai pas, dans le présent article, sur les tout débuts de cette histoire (se reporter au *Monde libertaire* n° 1690 pour cela), mais seulement sur les rebondissements qu'elle a connus depuis le 30 novembre dernier, date à laquelle le Premier ministre, l'infâme Jean-Marc Ayrault, annonce la conclusion d'un accord entre le gros Mittal et le gouvernement. La question de la nationalisation (« audacieusement » évoquée par Arnaud Montebourg quelques jours auparavant) n'est, bien sûr, plus d'actualité (que voulez-vous, la patronne du Medef avait dit : « Non ! ») et le deal passé prévoit le simple versement de 180 millions d'euros d'investissement de la part d'ArcelorMittal, échelonné

sur cinq ans. Du fric, donc, mais pas la promesse de redémarrer dans la foulée les hauts-fourneaux à l'arrêt, principale raison de la colère des salariés du site. En outre, sur les millions promis, moins d'un tiers seront réservés aux investissements stratégiques (les deux autres tiers concernant « le flux d'investissements courants, les investissements de pérennité, santé, sécurité et progrès continu, et la maintenance exceptionnelle »), ce qui en dit long sur la volonté de Mittal (et du gouvernement signataire) de préserver le site mosellois. Le mercredi 5 décembre, le Premier ministre invite à l'Élysée les syndicalistes de Florange qui, en sortant, assurent que « la résistance continue, le combat continue ». Et ils ont bien raison puisque, le lendemain, ArcelorMittal annonce l'abandon d'Ulcus, le fameux projet de captage et stockage de CO₂ qui, s'il avait été retenu, aurait sans doute permis de sauvegarder le site. En l'apprenant, Édouard Martin, un des leaders CFDT de Florange, déclare alors qu'ArcelorMittal vient de signer « l'arrêt de mort de la filière liquide » du site. Jean-Marc Ayrault, lui, toujours aussi con ou cynique (voire les deux), se contente de dire qu'il n'est pas « défaitiste ».

**La librairie du Monde
libertaire sera fermée
pour inventaire du
7 au 12 janvier inclus.**

Les larmes des édiles

Quelques élus PS exprimeront leur désaccord et leur sentiment de s'être fait duper par Mittal (c'est qu'ils ne s'y attendaient sûrement pas, les pauvres bougres!). Certains types de l'UMP, sans doute déboussolés par la crise interne de leur parti, se joindront aussi aux critiques et aux désillusions, quitte à se rapprocher dangereusement des positions syndicalistes. Mais cet étalage d'hypocrisie éminemment spectaculaire ne suffira pas à nous faire croire que tous ces politicards ne se doutaient pas un seul instant que Mittal, premier aciériste du monde, tiendrait des engagements qu'il n'avait même pas signés. Quant aux soutiens de l'accord, à part au sein du gouvernement, il faudra les chercher... à la CFDT! Pas à la section de Florange, plus en colère que jamais, mais à la tête de la confédération où Laurent Berger, le nouveau secrétaire général, a affirmé que l'accord signé était «acceptable». Ce n'est pas la première fois que la tête de ce syndicat poignarde dans le dos les plus combatifs de ses adhérents (souvenez-vous des salariés de SeaFrance l'an dernier), et on peut aisément parier qu'avec le PS au pouvoir elle continuera sans relâche à le faire, si désireuse qu'elle est de devenir le partenaire social numéro 1 du gouvernement.

Après Florange, Basse-Indre ?

L'accord conclu entre l'État et Mittal stipule également que les deux premières étapes de production (décapage et laminage des bobines de métal) du site ArcelorMittal de Basse-Indre seront transférées à Florange. Ce qui implique la suppression d'une soixantaine d'emplois, malgré les promesses de reclassement faites par la direction du groupe. Et c'est pourquoi les salariés de Basse-Indre ont cessé le travail pendant vingt-quatre heures lundi

10 décembre dernier. Comme ils le disent eux-mêmes, non seulement ce transfert met en péril l'avenir de leur site, mais il ne sauvera en aucun cas celui de Florange. Frédéric Gautier, délégué syndical CGT, estime que, si ce transfert avait bien lieu, «le pronostic vital de Basse-Indre serait engagé, car on amputerait notre process». Derrière cette clause de l'accord tant chéri par Jean-Marc Ayrault semble donc dangereusement se dessiner la fermeture d'un autre site ArcelorMittal en France. Rien n'est certes encore joué, mais les premiers signes laissent présager le pire.

Et pendant ce temps...

Eh bien, pendant ce temps, entre deux expulsions de campements de Roms, entre deux extraditions de prisonniers politiques, entre deux discours débilissants du roquet Valls, entre deux coups de pelleuse à Notre-Dame-des-Landes, le gouvernement Hollande se la joue de gauche avec le droit de vote des étrangers et autres mariages homosexuels. Quelques avancées sociétales – qui n'en restent pas moins timidement promises – qui ne font qu'occulter une politique économique et sociale profondément libérale, dans la continuité des méfaits de la droite au pouvoir. Qu'on se le dise, rien ne change, rien ne bouge, sous les drapeaux roses de la gauche parlementaire, qui ne fait à nouveau que confirmer qu'elle est incapable – et qu'elle ne souhaite pas – trouver de solution au problème social. Alors, certes, les travailleurs gays de Florange pourront désormais se marier devant monsieur le maire, mais il n'empêche qu'ils n'auront bientôt plus de quoi payer leur loyer, leurs factures, leurs crédits. Le mariage plutôt que l'emploi, tel est le *deal* de la politique globale du Parti socialiste. C'est ça la social-démocratie, et rien d'autre. **G. G.**

Chronique de l'obscurantisme

Qui suit @pontifex ?

TOUS LES MÉDIAS EN ONT PARLÉ : le pape a un compte twitter. Joli coup de pub dans un contexte où les affaires vont plutôt mal. L'objectif est évident, en termes de marketing, il s'agit de conquérir des parts de marché sur un segment quasi sinistré : la jeunesse.

Les JMJ étant essentiellement un lieu de drague, où les jeunes n'ont pas forcément envie d'écouter les consignes morales désuètes, l'Église poursuit une stratégie utilisant les nouveaux médias. Déjà présent sur Youtube et Facebook, le Vatican a donc investi aussi Twitter pour faire du prosélytisme. Officiellement, plus d'un million de personnes se sont abonnées en quelques jours. Ce n'est pas fini, une appli pour smartphone est prévue... L'Église tente de s'adapter au

monde contemporain. En tout cas aux médias. Sa doctrine, quant à elle, si elle évolue, ce n'est pas pour être à l'écoute mais plutôt pour essayer d'être entendue.

Évidemment, ce n'est pas le pape lui-même qui passe ses journées le mobile à la main. La presse l'a pourtant montré l'index sur un écran tactile... c'était de la com, un «pieu mensonge» en quelque sorte. Une autre personne, un prêtre, se charge de tout ça. Et il va bien s'amuser ! Les «followers» ne sont pas tous des culs-bénits, et certains postent déjà des messages gênants. Au pape qui questionnait «comment mieux célébrer l'année de la foi dans notre vie quotidienne?», un abonné a répondu : «ben, en évitant de violer des enfants et en payant la taxe foncière», et

un autre «expliquez-moi pourquoi c'est une mauvaise idée de mettre un préservatif?». En même temps, il est vrai que la question est risible : l'année de la foi ! On voit bien là des ensoutanés pétés de thunes faire des efforts pour être entendus, et voilà que dès la première question ils démontrent qu'ils sont en dehors de la réalité.

Il est vrai pourtant qu'on peut avoir la vie dure sur Twitter. Même si on est *has been*, on peut faire croire qu'on bouge encore. Par exemple, il paraît même que c'est par Twitter que Nadine Morano s'est trouvé un mec. Bon, c'est une rumeur, mais quoi qu'il en soit, Benoît...

Le Furet

Harcelator en Poste

La Poste c'est 73 000 emplois qui ont disparu depuis 2003, sans plans sociaux. Pour trois cas de suicides reconnus et médiatisés, les syndicats en identifient soixante-treize l'an dernier. On a dégraissé à la tronçonneuse.

ELLE S'APPELLE ASTRID et elle est DRH à La Poste. Enfin elle était. Et j'entends déjà : une de moins ! La saillie par son outrance pourrait prêter à sourire, il n'empêche que le cas d'Astrid est révélateur d'un certain nombre de méthodes patronales, même si elles s'opèrent en douce et sans faire trop de vagues dans le service public.

Quelques précisions, le DRH (directeur des ressources humaines) est l'ancien chef du personnel de nos parents et de nos grands-parents. Ce poste est l'équivalent, pour caricaturer un peu, du ministre de l'Intérieur de l'entreprise. Veiller à ce que tout soit en ordre, au bon déroulement des élections, au respect du Code du travail et des conventions collectives, à l'organisation des comités d'entreprises, etc.

En cas de manquements à la discipline c'est le DRH qui officie, qui tranche, qui punit. Ce n'est ni plus ni moins que la trique du patron quand celui-ci, dans de nombreux cas, ne veut pas mettre les mains dans le cambouis.

Astrid donc était DRH des services financiers et du réseau grand public d'Île-de-France depuis 2002, qui regroupe une population de 35 000 salariés. Sans doute nourrie d'ambitions bien réelles, la voilà qui peut toucher la réalité du pouvoir. Seul inconvénient, elle n'est pas au sommet de la pyramide.

Au gré des mutations, elle aura désormais à rendre des comptes à un supérieur hiérarchique avec lequel le courant ne passera pas. Tentatives de déstabilisation, mépris, ordres absurdes, elle perdra pied petit à petit et ne pourra que constater les dégâts d'une gestion fondée sur le harcèlement perpétuel et les discriminations incessantes. Il faut aussi savoir que La Poste c'est 73 000 emplois qui ont disparu depuis 2003, sans plans sociaux et les outils d'accompagnement qui en découlent. Pour trois cas de suicides reconnus et médiatisés, les syndicats en identifient soixante-treize l'an dernier. On a dégraissé à la tronçonneuse, dit-elle, en poussant les salariés au départ. Les congés de maladie et les cas d'inaptitude se sont multipliés, au point que, dans un rapport,

l'inspection du travail s'est ému de la tradition qui existe dans l'entreprise de pousser les salariés vers la maladie.

Difficile, voire impossible de tenir dans ces conditions. Le problème n'est pas de jeter l'opprobre sur la profession, mais bien de constater qu'au-delà d'une manière de naïvetés de sa part, ses méthodes sont inacceptables.

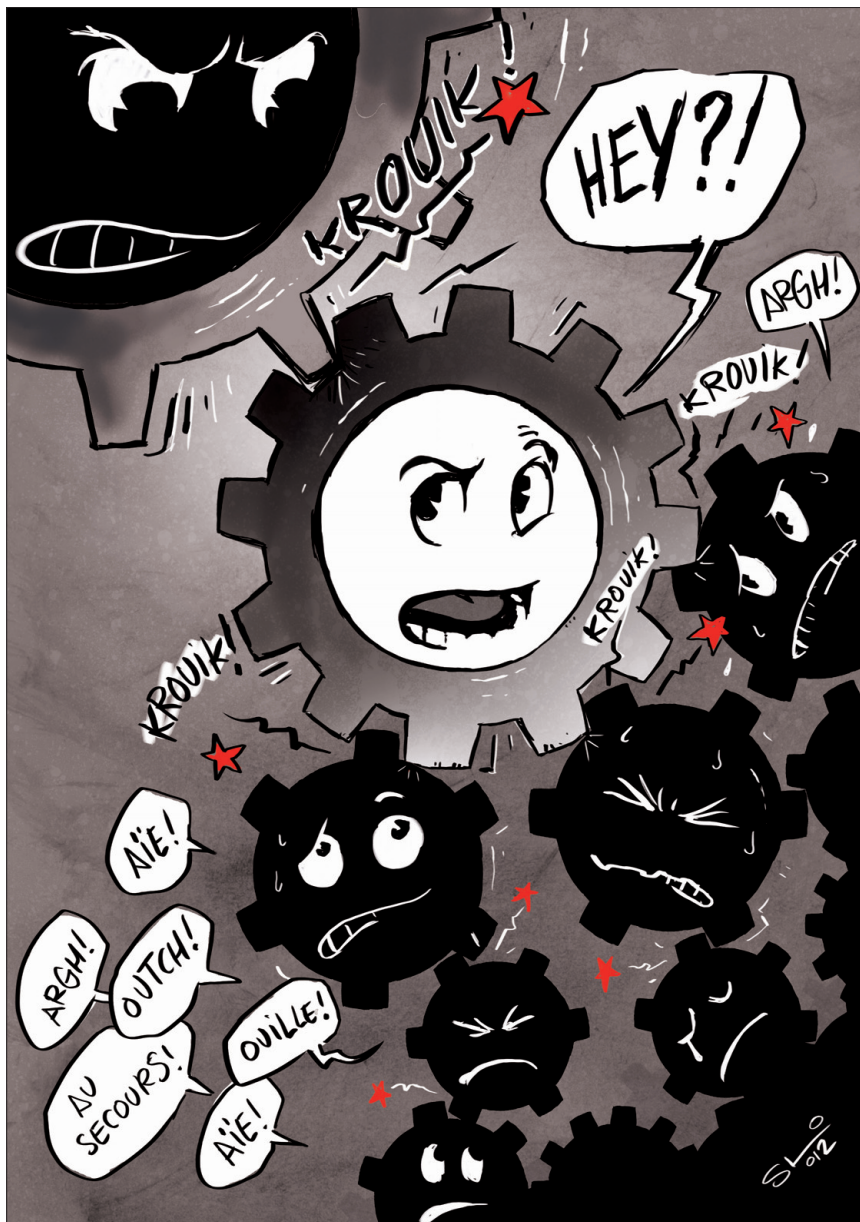
On doit donc se moquer de savoir à quelle nature de salarié elles s'appliquent. Placardisations, incitations au départ, souffrances au travail, humiliations, violences même (son supérieur, récidiviste, l'a collée au mur en lui hurlant qu'elle lui appartenait !), voilà qu'elle fut le lot d'Astrid pendant des mois. Ces méthodes de management sont désormais institutionnels à La Poste.

Du fond de son arrêt de maladie et de sa tentative de suicide, elle aussi, Astrid a décidé de porter plainte au pénal contre Jean-Paul Bailly, le président de La Poste, et une audience est prévue en janvier prochain. Souhaitons

que ce soit enfin le procès de toutes ces violences au travail dont aucun salarié n'est à l'abri. Car enfin, qu'elle soit DRH ou non, une salariée refuse de plier, refuse se taire. Il fallait défendre Dreyfus non pas parce qu'il était juif, non pas parce qu'il était capitaine, mais bien parce qu'il fut odieusement persécuté. La comparaison est sans doute un peu osée et fera se tortiller d'aise les historiens du mouvement anarchiste, toutefois le principe aujourd'hui reste bien le même.

Alors, à vous qui économisez sou par sou pour vous offrir à Noël le magnifique calendrier du facteur décoré des petits chatons qui jouent avec les pelotes de laine, ayez une pensée quand vous l'accrocherez à côté du frigo en matant les ponts de 2013, pour toutes les victimes, souvent peu bavardes, du harcèlement, de l'arbitraire et de la soumission au monde du travail.

Émile Vanhecke



Brèves de combat

Notre-Dame-des-Landes

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Saint-Nazaire a autorisé le préfet de Loire-Atlantique à « solliciter les forces de l'ordre pour démolir les constructions qu'il juge illicites ». Pour être expulsés, les squatters devront donc faire l'objet d'une demande « qui ne peut être ordonnée que par un juge », selon l'avocat des opposants à l'aéroport qui se tiennent cependant prêts à toutes les éventualités.

Procès de Pinar Selek

Le procès de la sociologue féministe turque va se tenir à Istanbul. La menace plane d'un verdict expéditif qui la condamnerait à une peine de prison à perpétuité comme le demande le ministère public. Une grande mobilisation a été mise en place ces dernières semaines. Une délégation venue de toute l'Europe, dont une vingtaine de personnes de France, sera présente sur place le jour du procès ainsi que des membres des comités de solidarité d'Allemagne, de France et d'Italie. Solidarité!

Belges en colère

Le Parti du travail de Belgique s'est mobilisé devant la prochaine résidence belge de Gérard Depardieu. Ils expliquent que non seulement l'exil de l'acteur est un manque de solidarité fiscale avec la France, mais surtout une honte pour les salariés belges, qui subissent une rigueur

Météo syndicale



LES TEMPS CHANGENT-ILS VRAIMENT? Pour celles et ceux (air tristement connu) qui militaient dans les années 1970, on sentirait presque que le temps des « moutons noirs » va revenir... Pourquoi? demanderont les âmes sensibles et les sycophantes divers des directions syndicales des boutiques actuelles censées représenter le syndicalisme. Il suffit de se remémorer la dernière une du Monde libertaire. Il y avait belle lurette que la CFDT n'était plus citée en positif dans nos pages... Mais la pugnacité du délégué de Florange ne va-t-elle pas être mise à mal (pour rester poli) par les dernières déclarations du successeur de François Chérèque. Jugeons sur pièce: « La solution retenue (à Florange...) est acceptable pour la CFDT. Ce n'est [...] pas tous les jours que l'État français arrive à contraindre une multinationale à s'engager pour préserver les emplois. » Le camarade délégué sus-nommé va-t-il manger son chapeau, déchirer sa carte ou son avenir syndical sera-t-il placé sous le sceau des activités criminelles? On pourrait aussi comme dans un mauvais rêve contempler la CFDT sortir de son arsenal une nouvelle version des « coucou » de l'organisation syndicale. Bref, les moutons noirs à exclure sont de retour. Continental à la CGT, Florange à la CFDT?

Le successeur de François Chérèque taille dans le vif, sûrement histoire de redorer le blason de la Jeunesse ouvrière catholique. Et dire que d'aucuns prédisaient que la CGT se précipiterait dans les bras du PS. On avait oublié que la CFDT était dans les rangs et bien avant tout le monde!

Louis Mercier écrivait au début des années 1960¹: « L'anarcho-syndicalisme est un courant

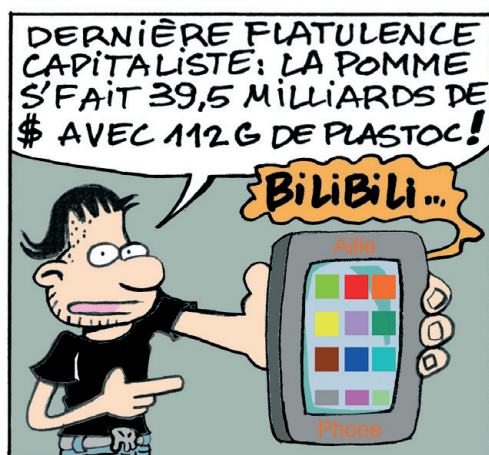
ouvrier dont la disparition est enregistrée aussi fréquemment que sont signalées ses survivances et ses manifestations. En janvier 1931, Léon Trotsky déclarait: "Nous ne pouvons nous faire aucune illusion sur les destinées de l'anarchosyndicalisme en tant que doctrine et méthode révolutionnaire". » L'Espagne de 1936 apportera un cinglant démenti au liquidateur de Kronstadt! Plus prêt de nous (dans les années 1970) un responsable de la CFDT parlera de « fantôme de l'anarchosyndicalisme ».

Florange/ArcelorMittal a fait fleurir nombre de unes « à tiroirs »: de « emploi préservé, Mittal gagnant » aux « 4 nuances de rose » sur fond des « cris d'orfraie ridicules » de Laurence Parisot, on a eu droit à presque tout. En ce solstice d'hiver 2012, on peut rêver et espérer, comme l'écrivait Roger Hagnauer, dans sa préface à la brochure de Louis Mercier: « Le caractère révolutionnaire du syndicalisme n'apparaît donc pas à travers des proclamations explosives, des anticipations naïves et hasardeuses. Il est essentiellement dans son indépendance dynamique, organique et morale. » Pas d'incantations quasi religieuses, mais un militantisme quotidien et déterminé, vers l'avenir.

Jean-Pierre Germain

1. Présence du syndicalisme libertaire, 1962. Édition de l'Union des syndicalistes et de la Commission internationale de liaison ouvrière, collection La Révolution prolétarienne.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



La santé ne se vend pas, elle se défend !

DEPUIS LE 26 NOVEMBRE, une marée blanche envahit régulièrement les rues de Madrid : chez le personnel hospitalier, c'est le branle-bas de combat. La cause ? La décision de la Communauté de Madrid de privatiser la gestion de six hôpitaux et de vingt-sept centres médicaux. Comme tous les autres services publics, la santé est menacée de privatisation, que ce soit par les mesures du gouvernement central ou des gouvernements autonomes des régions. L'Afem¹ annonce une participation à la grève de 75 %, le ministère n'arrivant, lui, qu'à 23 % (toujours la guerre des chiffres). Précisons qu'il s'agit d'une grève illimitée contre le plan de restructuration du gouvernement régional. Sur la voie publique s'improvisent des ateliers de formation, consistant à donner à la population des cours basiques de réanimation. Cours donnés par des médecins, auxiliaires et étudiants en médecine. Le Conseil de la santé² n'a rien trouvé de plus provocateur à faire que de dénoncer le fait que les grévistes avaient utilisé des draps de lit d'hôpital pour en faire des banderoles ; et de rappeler que chaque drap coûte (soyons précis) 4,62 euros ! Devant ce gaspillage éhonté, ces hauts fonctionnaires en oublient de parler du montant de leurs émoluments obtenus par leur participation à des entreprises de santé privées (ça porte pourtant un nom précis : conflit d'intérêts).

Les chefs de service des hôpitaux publics madrilènes, même s'ils n'entrent pas dans la catégorie des smicards (loin s'en faut), ont rejoint le mouvement de protestation. Ils sont près de cinq cents à s'être réunis dans le grand amphithéâtre de la faculté de médecine de Madrid pour exprimer leur opposition au plan concocté pour le secteur de la santé par le gouvernement régional. Plan qui consiste entre autres choses à privatiser la gestion et à demander aux gérants des hôpitaux de se faire remettre le plus rapidement possible par les chefs de service des rapports et des informations permettant de voir comment on peut réduire personnel et activités. L'absence de réelle négociation est dénoncée par les cinq cents chefs de service qui mettent comme préalable à toute discussion le retrait du plan gouvernemental. Ils dénoncent l'attitude irresponsable des dirigeants du Conseil de la santé qui font traîner le conflit et sont ainsi « les responsables directs du manque d'assistance et de soins » pouvant se produire les jours de grève. Au cours de leurs prises de parole, beaucoup de chefs de service ont exigé la démission de

Javier Fernández Lasquetty, conseiller (ministre) de la Santé, d'autant plus que certaines analyses des données économiques semblent indiquer que la gestion privée est plus coûteuse que la gestion publique. Au vu également du nombre important de conflits d'intérêts chez certains membres du Conseil de santé, il est demandé aussi leur démission ainsi que celle des gérants d'établissements hospitaliers qui ont accepté de fait la situation actuelle. Bien entendu les chefs de service ont décidé de refuser de rédiger et de remettre rapports et informations sur la manière de faire des économies sur les soins (notamment par des suppressions de postes). Leur réponse aux demandes du gouvernement a été sans ambiguïté : « Nous devons appeler ceci par son nom : c'est une spoliation. »

Parallèlement aux luttes dans la branche hospitalière, d'autres conflits se poursuivent à travers tout le territoire espagnol dans la foulée de la grève générale du 14 novembre dernier. Nos camarades de la CGT espagnole continuent d'appeler les autres centrales syndicales et mouvements sociaux à continuer de construire des processus unitaires de mobilisation permanente pour rejeter la politique antisociale du gouvernement et de l'Union européenne, qui décrètent les coupes budgétaires, les « réformes », les sauvetages des banques, les baisses de salaires, d'allocations, de pensions, etc., qui spolient les classes populaires en les privant de leurs droits fondamentaux : travail, logement, éducation, santé, etc.

Les anarcho-syndicalistes soutiennent et participent aux luttes en cours dans tous les secteurs : contre la privatisation des transports, de l'énergie, des services publics, contre les ERE³, pour une santé publique, une éducation publique et laïque, pour la fin des expulsions, la défense du système de retraite, pour

l'auto-organisation des sans-emploi. Les anarcho-syndicalistes interpellent une fois de plus les syndicats institutionnels pour qu'ils poursuivent la lutte entamée le 14 novembre, qu'ils cessent de gérer la crise du capital, qu'ils refusent de signer les ERE, les conventions collectives, les accords avec le patronat et le gouvernement sur la « réforme » de la législation du travail, « ce contre quoi nous avons tous fait grève générale le 14 novembre dernier ». Pour rappeler tout cela, grèves et manifestations se sont de nouveau déroulées les 13 et 14 décembre : métro, bus, trains, éducation santé etc. et même les *paradores*⁴ dont certains doivent être vendus au privé, ont suivi le mouvement. Et pour enfoncer le clou et rappeler qui est le véritable responsable de la crise, rendez-vous est pris pour la mi-janvier : journées de lutte contre la banque et la finance.

Pas de paix entre les classes ! Pas de répit pour les exploités !

Ramon Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



1. Afem : Association des médecins spécialistes de la faculté de Madrid.

2. Conseil : ministère du gouvernement régional

3. ERE (Expediente de regulación de empleo) : plan de restructuration de l'emploi. Il s'agit d'une disposition de l'actuelle législation du travail en Espagne, permettant à une entreprise se disant en difficulté économique, de licencier des salariés sans autre motif que cette – supposée – mauvaise situation financière.

4. Chaîne hôtelière de luxe gérée par l'État.

d'autant plus insupportable qu'ils vivent dans un paradis fiscal pour millionnaires. Ah les salauds!

Des Rapetout menacés

Le rappeur Saïdou du groupe ZEP (Zone d'expression populaire) et le sociologue et militant Saïd Bouamama ont été mis en examen pour « injure publique » et « provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence » sur une plainte de l'Agrif, un groupe d'extrême droite nostalgique de l'Algérie française. En cause, un ouvrage et une chanson du même nom, *Nique la France*, qui assènent en refrain : « Nique la France et son passé colonialiste, ses odeurs, ses relents et ses réflexes paternalistes / Nique la France et son histoire impérialiste, ses murs, ses remparts et ses délires capitalistes. » Pour exiger l'abandon des poursuites, signez la pétition en ligne sur <http://petition.lesinrocks.com/devoirindolence/>



Chronique néphrétique

China or USA ?

LES INFORMATIONS : NOVEMBRE 2012 / Élections aux États-Unis / Choix du nouveau dirigeant du Parti communiste chinois / Des images qui se succèdent à la télé : un quidam américain qui se scandalise de l'intervention croissante de l'État dans la vie des citoyens. Vu de « la France de gauche » : Un crétin de beauf américain ? Un libertarien attardé ? Un libéral apôtre du marché ? Puis les images de brigades de pompiers chargées de protéger les environs du congrès du Parti communiste chinois... en cas d'immolation. Et les poignées de vitres ôtées des taxis, la vente d'hélicoptères miniatures interdite, pour limiter les risques d'attentats. Et un Chinois qui dit : « L'État c'est le parti, le parti c'est l'État. » Vu de « la France de gauche », ça interpelle ?

La question simplette que je me posai soudain devant l'écran était : Si je devais y vivre, je choisirais quoi : Chine ou USA ? Quelques jours après, je tombe sur ces lignes de Jean-Claude Michéa dans *La Double Pensée* : « N'importe quel anarchiste trouvera toujours un État libéral de type européen plus acceptable humainement que la Corée de Kim Jong Il ou le Cambodge de Pol Pot (on aimerait malheureusement pouvoir en dire autant de toutes les icônes présentes de l'anticapitalisme universitaire). » Évidemment, derrière la question simplette se profilent des réponses complexes, des lignes de fractures idéologiques, des positionnements individuels qui sont rarement le calque de ceux des partis ou des étiquettes affichées, forcément réductrices.

Cela fait quoi d'être plus en phase avec ses ennemis qu'avec ses alliés ? J'exagère à peine : dans un comité de lutte quelconque, dans mon syndicat, uni contre un gouvernement, me voilà coude à coude avec une camarade qui me vante Chavez, comme elle aurait pu en d'autres époques soutenir Castro ou Mao. Je frémis. Bien sûr Chavez n'est pas Mao (ne me faites pas dire ce que je n'ai pas pensé), mais l'élan admiratif, lui, est du même ordre...

Les corpus idéologiques qui constituent la vie politique actuelle sont, hormis les régressions religieuses et l'écologie, tous issus du XIX^e siècle et de la révolution industrielle. Libéralisme, socialisme, anarchisme, communisme. Tous sont des interprétations, justifications, réactions ou oppositions à la mise en place du capitalisme, à la prolétarianisation du

monde et au pouvoir de la bourgeoisie. Elles sont à la fois opposées et complémentaires, car points de vue différents d'une même réalité. Certains corpus se recoupent. Aussi y trouve-t-on des points communs, réels ou apparents. Le rôle prépondérant de l'économie, dans le libéralisme comme dans le marxisme. L'opposition entre l'individu et l'État, dans le libéralisme et dans l'anarchisme. Mais la bourgeoisie n'a eu de cesse d'utiliser l'État pour servir ses intérêts, jusqu'à en accepter ou lui donner la forme fasciste lorsque nécessaire. A contrario, l'opposition anarchiste à l'État n'est pas une négation du collectif, elle y voit même la solution émancipatrice. Dans ces temps politiquement médiocres où l'État (bourgeois qui plus est !) est présenté comme le seul rempart contre la logique capitaliste par une gauche-qui-se-croît-en-pointe-du-combat, il y a nécessité de travailler à la clarification des idées. Et à tirer enfin collectivement (c'est-à-dire à l'échelle de la société, pas seulement dans des cercles restreints) les leçons du XX^e siècle !

China or USA ? Communisme ou capitalisme ? Demandez à un ouvrier de Foxcom... Où l'on voit que le temps se charge de rendre obsolètes certaines des oppositions qui ont animé des générations entières.

La révolution à venir devra être avant tout intellectuelle. Elle mettra à plat les idéologies, les concepts, les brassera, en éliminera, en (ré)inventera. Si ce travail n'est pas accompli, la révolution ne sera qu'une énième prise de pouvoir. Parce que, avec les mêmes idées que précédemment, le résultat ne fut pas concluant... Une révolution dépasse les frontières partisans, en crée parce qu'elle nous introduit dans un nouveau monde.

Dans ces temps intellectuellement très riches, se préparent les bouleversements... Aucune stratégie, aucune propagande valable ne peuvent être élaborées qui ne prennent en compte les apports récents des sciences humaines, sociales, historiques, économiques, ce travail protéiforme, disparate mais collectif qui rebat les cartes. Les idéologies qui nous ont façonnés n'en sortiront pas indemnes.

Rodkol

Rodkol@netcourrier.com

La désobéissance civile

On ne s'improvise pas désobéissant collectif. Ça se travaille.
Dans le désordre et la discipline.



Muriel

Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

JE ME SUIS RENDUE À UN STAGE de formation à la désobéissance civile pour connaître les outils de ce mode d'action qui privilégie l'organisation aux dépens de la spontanéité. Il permet de casser les routines des modes traditionnels de revendication – comme une manifestation ou un rassemblement – qui, s'ils sont nécessaires dans un premier temps, sont insuffisants par la suite et minent souvent le moral des «troupes». Ils doivent alors s'accompagner d'actions plus radicales qui dépassent l'objectif d'information et d'expression d'une opposition pour bloquer un fonctionnement: faire perdre du temps, de l'argent à nos ennemis ou les discréditer aux yeux de l'opinion publique.

Campagne et stratégie collective

Ce type d'actions requiert une stratégie collective: il doit y avoir des paliers dans la lutte. Les désobéissants appellent ça une «campagne», c'est-à-dire un plan d'action. Si on s'accorde sur le fait qu'une poignée de gens ne fera pas tomber le capitalisme et qu'il faut se faire davantage d'alliés que d'ennemis, il faut passer d'abord par des actions légales, même si on les sait inutiles: cela légitime par la suite les actions plus radicales aux yeux de l'opinion publique. Cela met des personnes de notre côté lors de la phase légale des opérations, augmentant ainsi le nombre de gens susceptibles de nous rejoindre dans la radicalité. L'objectif peut ne pas être uniquement l'abolition du capitalisme, vaste programme un peu décourageant par son ampleur, même s'il est présent dans le discours.

Avant de passer à l'action, les désobéissants privilégient rassemblements, manifestations, pétitions, lettres aux élus.

Lorsque vient le moment de l'action, elle est mûrement réfléchie et réclame une

organisation méticuleuse en amont. Au cours du stage auquel j'ai participé, un grand jeu de rôle nous a donné un aperçu des conséquences du manque de préparation et d'organisation d'une action. Un groupe de manifestants devait occuper une préfecture, il en était empêché par les forces de l'ordre. Les participants au jeu étaient soit des agents des forces de l'ordre, soit des manifestants, d'autres avaient un rôle inconnu des autres joueurs. Dans le feu de l'action, on a pu se rendre compte – alors que ce n'était qu'un jeu – quelle importance peut prendre le climat émotionnel généré par une situation inhabituelle: beaucoup de bruit, de stress, ce qui laisse davantage de place à l'impulsivité, aux sentiments, à l'irrationnel, à l'émotionnel plutôt qu'à la raison, aux gestes et aux paroles maîtrisés. Chacun a sa stratégie qu'il considère comme la meilleure. La confusion qui en découle aboutit à des divisions dans les rangs des manifestants. S'organiser en amont permet plus de sérénité, chacun sait ce qu'il a à faire, à dire, et jusqu'où il peut aller dans les initiatives nécessaires pendant la durée de l'action. Cela favorise l'émergence d'une force collective bien utile pendant l'affrontement.

S'organiser, c'est décider ensemble des objectifs de l'action, se choisir une cible et trouver les moyens humains et matériels pour arriver à ses fins. Lors du stage, on apprend que ça ne s'improvise pas, que ça nécessite de se former aux techniques d'élaboration d'une stratégie et de préparation des actions. L'animateur du stage, par ses expériences et sa connaissance du sujet, nous a transmis, dans le temps limité d'un week-end, un peu de son savoir. Il nous a donné une grille de questions à se poser et d'éléments à prendre en compte pour préparer l'action. Cela va du

Lors d'une action désobéissante, les divergences sont mises de côté au profit d'un objectif commun. Ce type d'action consolide les liens entre militants et donne un côté plaisant au militantisme.

repérage des lieux, du contexte, du matériel à la répartition des rôles.

Les participants se répartissent les rôles selon leurs compétences, leurs forces, leurs faiblesses et leurs envies. Les «actions désobéissantes» ont l'avantage de concerner un éventail large de la population, jeunes, vieux, personnes en petite forme physique... Tous étaient présents au stage et prêts à s'investir dans des modes d'actions radicaux touchant à l'illégalité. La conception «désobéissante» du militant est intéressante car elle fait appel à leur condition d'homme et non à un surhomme héroïque, prêt à tout pour la cause. Elle casse l'image religieuse et orthodoxe du militant qui fait de ses activités une vocation religieuse pétrie de sacrifice, de douleur, de souffrance. Un «militant désobéissant» a des limites et il les connaît. Il va choisir son rôle dans l'action. Il ne va pas s'enchaîner à une grille s'il a trop peur, ne va pas se suspendre à un arbre s'il a le vertige. Il préférera peut-être prendre soin du confort physique et moral de celui qui est attaché (l'activiste) en lui apportant de l'eau, à manger, des vêtements s'il a froid, en le tenant au courant du déroulement de l'action. Il aura le rôle d'«ange gardien». Les médiateurs, eux, sont chargés du dialogue avec les adversaires: forces de l'ordre, patrons. Ils sont censés maintenir un climat serein pour retarder l'évacuation par les forces de l'ordre et faire durer l'action en temporisant et en expliquant la lutte, les revendications... Il y a aussi les preneurs d'images (photographes, cameramen), chargés de relayer l'action auprès des médias indépendants. Les référents-presse s'occupent du contact avec les journaux régionaux, voire nationaux. Ils vont transmettre aux médias le contenu des revendications portées par les participants de l'action.

Les non-violents et les forces de l'ordre

Les désobéissants sont conscients de la répression policière à l'encontre des opposants à l'ordre capitaliste, cet ordre qui privilégie les intérêts d'une minorité (actionnaires, multinationales, banques) aux dépens de la collectivité. Pourtant, ils prônent aussi la non-violence face à des CRS, montrant ainsi qu'ils reconnaissent la personne humaine avant son rôle social. Ils pensent que c'est à la fonction qu'il faut s'attaquer, et non à la personne. Que les forces de l'ordre sont des travailleurs au bas de l'échelle, des pions comme d'autres, pris au piège du salariat. Cette attitude met en évidence la contradiction qui existe en chacun de nous, à savoir que, même si on cherche à s'émanciper de cette société, on en est tous le produit et nos façons d'être et d'agir dépendent souvent de son fonctionnement. Ainsi, des travailleurs d'une usine polluante qui doit fermer vont se mobiliser pour sauver leur usine, alors qu'elle est nuisible à leur santé et à l'écosystème.

Dans cette logique, les désobéissants ne considèrent pas que les agents des forces de

l'ordre sont tous sadiques, même s'il y en a parmi eux. Ils ne pensent pas non plus qu'ils ont tous choisi ce métier pour le simple plaisir de frapper leurs contemporains. Réagir de façon non violente, en faisant preuve d'empathie et en favorisant le dialogue avec les forces de l'ordre, participe à enrayer l'escalade de la violence et aide à l'efficacité de l'action. La violence des manifestants rend légitime et valorise, aux yeux de la population, la fonction répressive des flics. Un manifestant non violent va davantage les surprendre, les renvoyer dans leur contradiction. Et puis, les désobéissants soutiennent l'idée que la stratégie non violente peut induire une division parmi les agents des forces de l'ordre. Il y aura ceux qui continuent à être agressifs et d'autres, plus modérés, qui finissent par se prendre de sympathie pour le manifestant.

Enfin, même s'ils reconnaissent que leur posture non violente n'empêche pas toujours les violences policières, elle peut, avec les techniques qu'elle suppose (le poids mort qui bouge encore, la tortue, le train), faire perdurer l'action et retarder l'évacuation par les forces de l'ordre.

Les rapports avec la presse

Les désobéissants sont conscients que les médias appartiennent à des grands groupes industriels qui sont complices du système en place et desservent l'intérêt de l'être humain au nom de gains financiers. Cette situation ne garantit pas l'objectivité de l'information et peut entraîner la désinformation. Cependant, la réussite des actions non violentes repose en large partie sur leur médiatisation. C'est un moyen de sensibiliser l'opinion publique sur le combat qu'ils mènent et qui légitime la désobéissance. La présence de la presse permet aussi de limiter, voire d'éviter les interventions musclées des forces de l'ordre.

Pour finir, lors d'une action désobéissante, les divergences sont mises de côté au profit d'un objectif commun. Ce type d'action consolide les liens entre militants et donne un côté plaisant au militantisme.

Nos milieux libertaires devraient s'inspirer de ces différentes formes d'action et des acteurs qui les mettent en pratique car ils sont souvent engagés dans les mêmes combats. Je pense nécessaire de sortir de notre microcosme, enfermés que nous sommes dans une posture puritaine qui nous éloigne du commun des mortels. Pour cela, nous devons nous débarrasser d'une vision puriste et manichéenne de l'engagement selon laquelle il y aurait ceux qui veulent changer le système et ceux qui font semblant de le vouloir et qui en sont les complices! Nous devons rechercher des alliés dans les luttes. Le challenge du libertaire n'est-il pas de porter, au sein de ce terrain de résistances, un discours sur la nécessité de créer société, plus juste et égalitaire, émancipée de tout pouvoir et de toute domination ?

M.

Alimentation et **racisme**

Le néoracisme Front national à l'assaut du « Maghreb de canard¹ »

Février 2012 : la France s'émeut de l'abattage selon le rite musulman d'une partie des animaux consommés dans le pays. Comme si manger cette viande rendait musulman. Comme s'il y avait une infamie particulière aux pratiquants de cette religion plutôt que d'une autre. Comme s'il y avait un « eux » à combattre et un « nous » à défendre. Retour sur l'affaire de la viande hallal et son instrumentalisation raciste.

Guillaume Boccara

AVEC PLUS DE TROIS MILLIONS de chômeurs et presque autant de smicards, on ne surprendra personne en indiquant que la principale inquiétude des habitants de notre pays est de boucler les fins de mois. Alors que les plus de huit millions de pauvres recensés par l'Observatoire des inégalités en 2012 trouvent certainement déjà trop chers les produits bien vus, une constatation s'impose : de plus en plus de gens bataillent ferme afin de mettre quelque chose de décent dans leurs assiettes ! Dans ce contexte de paupérisation accélérée et d'accroissement des inégalités, on pourrait a priori être surpris par la controverse amorcée à l'initiative du Front national au sujet de l'absence d'étiquetage de la viande hallal.

Petit retour en arrière. Nous sommes en février 2012. Alors que Nicolas Sarkozy vient de faire part de sa volonté d'être de nouveau candidat à la présidence de la République, une Marine Le Pen courroucée annonce que « l'ensemble de la viande distribuée en Ile-de-France, à l'insu du consommateur, est exclusivement de la viande hallal² » ! Dénonçant une « tromperie sur la marchandise », elle insiste sur le fait que « tous les abattoirs d'Ile-de-France vendent du hallal ». Dans les jours et semaines qui suivent, le smicard, le chômeur de longue durée, le SDF ou le petit salarié qui ne mange de la viande de bœuf que les 36 du mois se voient alors expliquer par les magazines que cela pose le problème du droit du consommateur à être dûment informé sur la provenance et la qualité des marchandises qu'il acquiert. Prétendant répondre à des questions que nous n'avons pas même posées, la revue 60 millions de consommateurs se veut rassurante : la viande hallal a la même qualité que les autres viandes, et si, en Ile-de-France, « les cinq abattoirs en activité pratiquent exclusivement l'abattage rituel, cela ne représente qu'une infime portion de la viande distribuée dans la région³ ». Nous voilà rassérénés.

Caroline Politi, de L'Express, se demande quant à elle si Marine Le Pen a raison au sujet de la pratique massive de l'abattage rituel. Elle répond par l'affirmative.

Mais il y a plus. Car dans cette histoire, il ne s'agit apparemment pas de défendre uniquement les consommateurs abusés qui ont le droit de savoir « ce qui se retrouve dans leurs assiettes⁴ ». Pour le président du syndicat des bouchers-charcutiers de Corse, Jean-Charles Martinelli, il faut avoir « du respect pour la bête⁵ ». De même, pour Tony Gandolfi, patron-boucher de son état, « la souffrance des animaux est un critère à prendre en compte⁶ ». Nous serions donc, aussi, face à une affaire à laquelle la Société protectrice des animaux ne devrait pas rester indifférente.

Mais si excités par les odeurs de viande grillée, nous cherchons un peu plus avant, nous trouvons que cette histoire de viande hallal a beaucoup plus à voir avec le corps de la nation en danger qu'avec celui de la bête prête à être découpée. Le Nouvel Observateur ne s'y trompe d'ailleurs pas, titrant dès le 21 février : « Marine Le Pen en croisade contre la viande hallal. » Il semblerait bien, en effet, que cette querelle alimentaire représente, dans l'esprit de ses initiateurs, la nouvelle scène où se joue le prétendu « choc des civilisations » ! Selon Marine Le Pen, ce qui est en jeu dans cette affaire de hallal, c'est bien l'honneur de notre patrie. Elle l'écrute d'ailleurs clairement avec son charme proverbial : nous faire manger du hallal sans qu'on le sache est « inadmissible », « scandaleux » et « une manière de montrer aux Français qu'ils sont méprisés dans leur propre pays » ! Il convient de reconnaître que bien des internautes le perçoivent aussi de la sorte. Ainsi, un blogueur écrit sur le site du Nouvel Observateur qu'il dénie à quiconque le droit de lui imposer du hallal ou du casher à son insu, alors qu'un ou une autre se demande sur le

site de L'Express si « le bon peuple de France doit supporter longtemps encore des modes, des rites, venus d'ailleurs, qu'on voudrait lui imposer ». Le ton monte et la prose se fait plus agressive, libérant des effluves de viandes corrompues. Un énergumène surfant sur le site de L'Express alerte les citoyens-consommateurs : « Il est hors de question que les abattoirs nous obligent à manger la viande d'un animal égorgé vivant. On n'est plus au temps des cavernes ! Il faut au plus vite marquer toutes les étiquettes sur les emballages. » Alors qu'un autre, sur le site du Nouvel Observateur, fait clairement tomber le masque d'un racisme à peine voilé : « Un exemple de plus de ces pratiques barbares imposées, avec la complicité criminelle de nos dirigeants, par des gens qui n'ont absolument rien à faire en Europe. Merci à Marine. Grâce à elle, les gens vont demander à leurs bouchers des clarifications et ce sera la fin de cette ignominie en France. »

« Ignominie », « pratiques barbares », « temps des cavernes », « peuple de France », « mépris du peuple français », « gens qui n'ont rien à faire en Europe ». Cette outrance à géométrie variable (nulle mention du gavage des oies, de la vie des poulets d'élevages intensifs, des expériences pratiquées sur les animaux dans les laboratoires, de l'emprisonnement des bêtes dans les zoos, etc.) et cette explosion de prose nationaliste et raciste tendent à prouver que la souffrance des animaux et la tromperie sur la marchandise n'y étaient donc pour rien. Bref, comme le dirait le « philosophe de gouttières » Thierry Berger : « Le problème n'était pas là ! » À dire vrai, on s'en doutait un peu... Il s'agissait bien de défendre la « civilisation » contre les « barbares », le saucisson contre le kebab, la gastronomie française (la vraie) contre les hérésies culinaires du reste du monde. Alors que notre artisan-boucher Jean-Charles Martinelli oppose les méthodes traditionnelles (françaises) au « rituel d'abattage qui concerne la religion musulmane⁷ », d'autres écrivent sur le site FrançaisdeFrance's Blog que la consommation de viande hallal peut entraîner « des risques d'intoxication alimentaire », voire même mettre en péril notre mode de cuisson (à point ou saignant) qui serait sur le point d'être remplacé par des « modes de cuisson maghrébins » (laisser mijoter la viande) !

Cette brève présentation des données de ladite « affaire de la viande hallal » invite sans nul doute à une réflexion quant à la nature du racisme actuel que plusieurs décennies d'ingestion de couscous n'ont pas réussi à diluer. Pour résumer, je dirai que ce genre de discours sur les pratiques rituelles et gastronomiques des musulmans français ou qui résident en France renvoie à deux types de racisme étroitement imbriqués.

Il renvoie en premier lieu à un racisme différentialiste qui fait des habitants musulmans de France des barbares inassimilables, porteurs de pratiques culturelles et rituelles opposées à celles de la civilisation fantasmée ou imaginaire de ces soi-disant défenseurs de la patrie. Se rejoue ainsi le vieux mythe colonial

de la civilisation face à la barbarie⁸. Sauf que dans le cas présent il ne s'agit de « civiliser » personne mais bien de protéger ladite civilisation contre l'ensauvagement corporel.

Il s'imbrique par ailleurs à une conception biologique de la « culture » (c'est-à-dire de la « race ») qui avait eu tendance à se faire plus discrète au cours des cinquante dernières années en raison de la disqualification de la notion de « race » suite aux génocides de la Seconde Guerre mondiale, aux luttes anticoloniales et aux travaux des scientifiques qui prouvèrent que la culture n'est pas la « race⁹ ». Pour les nouveaux amis des bêtes (tendance Brigitte Bardot), il semblerait que le fait de consommer de la viande hallal soit dangereux en soi car il y a risque de contamination.

Ce qui se joue derrière cette affaire de halal, c'est manifestement la reconfiguration d'un racisme biologique qui pose que l'origine impure est transmissible.

Contamination du sang des « non-musulmans », souillure de leur chair, corruption de leurs tissus par ingestion de nourriture impure. Tout se passe comme si, pour ces envoûtés de l'étiquette, la vache abattue selon le rituel musulman devenait elle-même musulmane ! Le fait d'en manger pourrait impliquer une sorte de transsubstantiation, de métamorphose de leur être, de leur essence. Tout ceci est très fort au niveau symbolique tant on sait les articulations existantes entre la nourriture consommée et la construction de l'identité, de la personne. Concevant la culture comme une essence et la nation comme une ethnie et non comme une communauté de citoyens, ils vivent la consommation de viande hallal comme une épidémie venant attaquer, en silence, le corps non encore souillé des individus nationaux. Certains en viendraient presque à interdire la consommation de viande hallal. Nouveau tabou alimentaire afin d'éviter que la hiérarchie des supposées races ne se défasse. Hantise de la souillure qui s'articule à des « attitudes mixophobes¹⁰ ». Convaincus que la manducation d'un peu de viande hallal (c'est-à-dire, selon leur conception, de carne islamisée) suffit à souiller irrémédiablement le corps de la nation et de ses représentants les plus purs (lesdits « Français de souche »), ils érigent une barrière absolue entre « Eux » et « les Autres ». De fait, face à ce danger imaginaire d'islamisation insidieuse de la France éternelle par la viande, la riposte se veut d'ordre alimentaire : il s'agit de manger du saucisson et de boire du vin, tous ensemble, afin de conjurer les effets de l'ingestion non voulue de « viande antifranaçaise ». Il faut communier en chantant La Marseillaise et en avalant la nouvelle hostie





consacrée: la sacro-sainte tranche de saucisson. Ce nouveau racisme biologique fabrique des inassimilables et se propose de reconquérir les territoires perdus. L'organisation des «apéros saucisson-pinard» (sous couvert de laïcité républicaine) renvoie à des représentations symboliques de fond sur la pureté des uns et l'impureté des autres, l'immaculité des uns face à la souillure des autres.

Bref, ce que Frantz Fanon nommait «le racisme vulgaire dans sa forme biologique¹¹» s'autorise à circuler dans l'espace public de manière de moins en moins fardée. Et ce qui se joue derrière cette affaire de hallal, c'est manifestement la reconfiguration d'un racisme biologique qui pose que l'origine impure est transmissible. Ceci a un étrange et inquiétant air de famille avec les statuts de pureté du sang dans l'Espagne antisémite du siècle d'Or, la règle de «la goutte de sang noir» dans les Amériques racistes des XVIII^e et XIX^e siècles et les lois nazies de l'Allemagne hit-

Ce genre de discours sur les pratiques rituelles et gastronomiques des musulmans français ou qui résident en France renvoie à deux types de racisme étroitement imbriqués.

lérienne. Il ne manque pas même la thèse du complot dans la mesure où tout cela se fait «à notre insu», de façon sournoise, cachée.

C'est cela que Marine Le Pen entend dévoiler, en appelant au soupçon permanent et à la vigilance perpétuelle. Les «sociétés secrètes» d'abatteurs rituels en connivence avec les pouvoirs en place conspireraient à faire ingérer de la viande hallal aux non-musulmans dans le but de les corrompre! Une sorte de *Conspiration des sages de La Mecque*! Ne manque plus que le sang des enfants chrétiens mélangés à la viande hallal, et nous serions revenus aux fantasmagories racistes énoncées dans les *Protocoles des sages de Sion*, faux antisémitisme rédigé par les services tsaristes¹². Mais ce qui est nouveau dans les formes argumentatives du racisme frontiste, c'est cette progressive fusion du racisme culturaliste et du racisme biologique. Un amalgame qui permet de libérer une parole publique explicitement raciste en dépit de la norme antiraciste qui s'était imposée dans la seconde moitié du XX^e siècle. La ratonnade d'Aigues-Mortes en août 2012 constitue certainement une manifestation en actes de la légitimation et diffusion d'un discours raciste de plus en plus «décomplexé».

En résumé, ce faux problème de la viande hallal fait apparaître le vrai problème du racisme. En ces temps d'ethnisation mais aussi de mélanges accélérés, la phobie la plus

manifeste des racistes est que «l'Autre» pénètre insidieusement en «Eux». Un «Autre» fantasmé bien évidemment, et un «Eux» tout aussi imaginaire. Pour «Eux», les ennemis de la nation avancent voilés, au sens propre et figuré du terme.

Pour finir, un petit conseil de concitoyen aux agités de l'abattoir et autres idéologues du racisme différentialiste et biologique: pour conjurer vos fantasmes de viol alimentaire, allez voir le dernier spectacle de Fellag, *Petits Chocs des civilisations*. Vous y apprendrez que «pour que la bête ne souffre pas, on lui donne à fumer du haschich»! On combat aussi le racisme avec l'humour...

G. B.

1. J'emprunte ce jeu de mots à mon ami Mohamed K.

2. *Le Parisien*, 18 février 2012.

3. 60 millions de consommateurs, 28 février 2012.

4. C'est ainsi qu'un valeureux journaliste de *Corse Matin*, prêt à démasquer les enjeux de pouvoir et d'argent de la filière bovine, écrit à ses risques et périls: «Il est bon de savoir que 20 % de la viande de bœuf importée dans l'île et la totalité de la viande d'agneau est [sic]... hallal. Voilà un fait qui mériterait d'être mentionné de manière officielle sur les étals pour que les consommateurs insulaires non musulmans aient davantage de lisibilité. Si le mode d'abattage ne change en rien la qualité de la viande, ni son prix, il n'en demeure pas moins que beaucoup de consommateurs se retrouvent donc avec de la viande hallal dans leurs assiettes. Et ce malgré eux et sans qu'ils le sachent» (25 juin 2012). Il convient de mentionner que cet article rédigé dans le respect des règles de l'objectivité journalistique a été posté sur le site *La Vague Bleu Marine* (<http://programmefront-national.over-blog.com>)!

5. *Corse Matin*, 25 juin 2012.

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*

8. On renvoie à deux ouvrages de Pierre-André Taguieff, *La Force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles* (Gallimard, 1988) et *Le Racisme* (Booklegium, 2010), ainsi qu'à un des nombreux travaux de Michel Wieviorka, *Le Racisme: une introduction* (La Découverte, 1988).

9. Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire* (Unesco, 1952), Charles Frankel et al., *La Science face au racisme* (Éditions Complexe, 1986). Pour les anglophones, on renvoie à Ruth Benedict, *Race and Racism* (Labour Book Service, 1943).

10. Pierre-André Taguieff, *Le Racisme*, op. cit., p. 37.

11. Pour une révolution africaine, p. 37 (Maspero, 1978).

12. Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La «conspiration» juive et les Protocoles des sages de Sion* (Gallimard, 1967).

Des idées nouvelles

N'oubliez pas de penser juste...

DANS UNE LETTRE, datée d'octobre 1873, adressée aux compagnons de la Fédération jurassienne, Bakounine écrivait : « Eh bien ! J'ai cette conviction que le temps des grands discours théoriques [...] est passé. Dans les neuf dernières années, on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde — si les idées seules pouvaient le sauver —, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle. Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes.¹ »

Loin de nous l'idée de contredire notre glorieux ancêtre, mais on peut essayer de nuancer ses propos de désillusion ou d'amertume au soir de sa vie : il mourra environ trois ans plus tard.

Sans doute, à vrai dire, peut-on affirmer qu'il n'y a pas souvent d'idées nouvelles qui jaillissent sous le soleil, mais il est à noter que, à certains moments de l'histoire, des humains, plus imaginatifs, plus spéculatifs que la plupart, parce qu'ils ont une réflexion autre, donnent un nom à des pratiques anciennes, à des faits, à des actions sans dénomination jusque-là, et qui restaient vagues et floues dans les têtes, justement parce qu'elles n'étaient pas nommées. L'action restait comme isolée dans l'Histoire, non classée, non reliée à une autre.

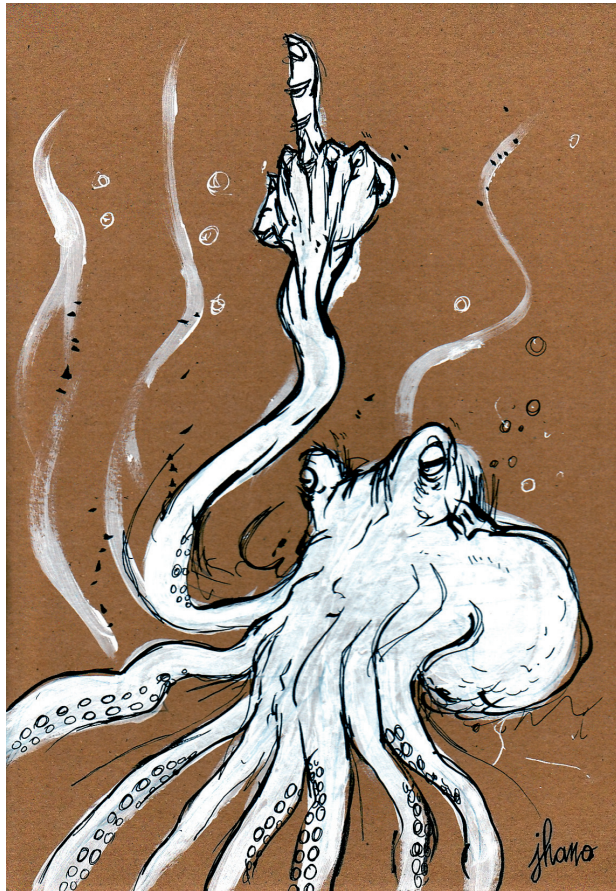
Ainsi on n'aurait pas qualifié l'acte d'Antigone ou celui de Socrate de « désobéissance civile ». C'eût été anachronique.

Or les choses bougent quelquefois quand on les aborde autrement, quand on les associe de façon nouvelle, quand on les raccroche à d'autres, quand, en tournant autour d'une idée ou d'un acte, on crée un concept nouveau. Les bricoleurs et leur boîte à outils savent que, devant une difficulté pratique, il suffit quelquefois de faire... autrement.

Je prendrai deux exemples dans les idées qui nous sont chères.

Jusqu'à Proudhon, l'idée d'anarchie était synonyme de désordre, de pagaille, de confusion, etc. ; ce qu'elle est encore. En suivant la démarche intellectuelle qui lui est propre, Proudhon retourna l'idée en donnant un sens positif au mot « anarchie » et proposa une représentation mentale inédite. Il affirme ainsi en 1849, dans *La Voix du peuple*, que « le plus haut degré d'ordre dans la société s'exprime par le plus haut degré de liberté individuelle, en un mot par l'anarchie ».

Le hasard faisant bien les choses, la même année 1849 voit un certain Henry David Thoreau écrire son *Civil Disobedience* (*La Désobéissance civile*). Oui, il inventait une for-



mulation neuve à partir du simple refus de payer un impôt et après une seule nuit passée en prison. Et ce fait, unique et individuel, par le seul acte de le nommer, ouvrit des perspectives nouvelles à tout le mouvement des droits civiques aux États-Unis et ailleurs par la suite.

Oui, il faut nommer les choses pour qu'elles existent vraiment et se développent.

Mais « mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur de ce monde », écrit Camus dans *L'Homme révolté* : « La logique du révolté est [...] de s'efforcer au langage clair pour ne pas épaissir le mensonge universel. »

Et c'est dans son essai de 1944, « Sur une philosophie de l'expression », paru dans *Poésie* n° 44 et concernant les travaux de Brice Parain sur le langage, que Camus résume ainsi l'idée profonde de Parain : « Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde. Et justement la grande misère humaine qui a longtemps poursuivi Parain et qui lui a inspiré des accents si émouvants, c'est le mensonge. Sans savoir ou sans dire encore comment cela est possible, il sait que la grande tâche de l'homme est de ne pas servir le mensonge.² »

On retrouve également chez Stig Dagerman, frère en pensée de Camus, frère au parcours si pareillement tragique et aux mêmes origines modestes, ce goût de « penser juste ».

Oui, il est important d'affirmer que la parole a un pouvoir. Sans expression verbale,

on sait que certains jeunes gens défavorisés, et quelques autres, n'ont pour s'exprimer que la violence brute.

Jean-Pierre Barou rappelle, dans son opuscule *Le Courage de la non-violence*, que l'avocat Gandhi, lorsqu'il défendait ses compatriotes en Afrique du Sud, et parce qu'il trouvait inadéquat le terme de « résistance passive », lança un concours dans son journal *Indian Opinion* pour trouver un mot plus neuf que le sanscrit *ahimsa* (respect de la vie, bienveillance). On lui proposa *satyagraha* (force de la vérité). C'est plus tard qu'apparaît le mot « non-violence ». Il semble que c'est Romain Rolland qui l'emploie pour la première fois, en 1924, dans son *Mahatma Gandhi*.

Pas d'idées nouvelles pensait Bakounine en 1873 ; et, en février 1875, dans une lettre à Élisée Reclus, il renouvelait le constat désabusé que le moment des révolutions était terminé. Il est vrai alors que les perspectives se présentaient sombres et encombrées.

Gaston Leval (1895-1978), grand connaisseur de Bakounine, et qui réfléchissait sur les désillusions de notre grand révolutionnaire, a, « à plusieurs reprises, condamné en termes sévères "la croyance en la possibilité du triomphe de la révolution sociale armée" ».

C'est ce que relève Jean Barrué préfaçant la biographie de Bakounine de Fritz Brupbacher (*Bakounine ou le démon de la révolte*, 1971). Jean Barrué se réfère aux *Cahiers de l'humanisme libertaire*. Bien sûr, Jean Barrué ne partage pas la position de Leval. Il écrit (pp. 196-197) : « Ce que dit Bakounine, c'est qu'en 1875, en pleine dépression révolutionnaire, avec des masses désorganisées, la révolution est impossible. »

Mais cela n'augurait rien de l'avenir. Pour autant, Jean Barrué se demande si Leval n'avait pas raison. Se trouvera-t-il une jeunesse courageuse et curieuse pour se plonger dans l'œuvre de Leval et pour reprendre une discussion qui fera naître des idées nouvelles ?

André

Cercle libertaire JB33

1. On trouve cette citation chez Hanns-Erich Kaminsky, *La Vie d'un révolutionnaire*, Béliaste, 1971, p. 315.

2. Citation que l'on trouve dans les *Œuvres complètes*, tome I, la Pléiade, p. 908.

Méthodes infailibles pour combattre la pauvreté

The Economist, un hebdomadaire britannique, est un magazine intéressant à lire. Car il dévoile sans fard la pensée des maîtres de ce monde, les riches. En tout cas, celle des plus intelligents d'entre eux. On dispose donc avec lui d'une pierre de touche utile. Les riches intelligents sont en général un peu moins cruels, un peu moins cyniques que leurs confrères moins doués. Toute ignominie approuvée par *The Economist* est par conséquent certainement partagée par l'intégralité des maîtres. Une preuve parmi tant d'autres : le numéro du 15 décembre 2012 comporte une chronique, rubrique «business» et «Schumpeter». On aura reconnu le nom d'un économiste, pas d'un journaliste. Il s'agit bien d'un pseudonyme, aucun article de *The Economist* n'est signé. C'est heureux pour le journaliste en question, car sa chronique passe les bornes, pourtant lointaines, du cynisme.

«Schumpeter» commence par se lamenter de l'état de l'économie. Bien entendu, il n'est pas question pour lui de se demander pourquoi l'économie va mal, ce serait courir un gros risque. Mais il demande quand même «comment les entreprises peuvent-elles prospérer quand leurs clients sont sévèrement gênés aux alentours». «Comment les gouvernements peuvent-ils s'occuper des pauvres quand leurs budgets sont si tirés?» La lectrice du *Monde libertaire* la moins savante en économie pourrait lui répondre sans réfléchir plus d'une nanoseconde «si les riches ne passaient pas l'aspirateur dans les poches des salariés et des États, peut-être qu'il y resterait quelque chose». Non, *The Economist* a pour but d'aider les riches à devenir plus riches. La réponse est donc fort différente. Elle consiste en une idée simple.

Abandonnez les techniques de vol (en langage technique, le vol se dit «la vente», si l'on parle d'une cliente, ou «le salaire» si l'on parle d'une employée) qui fonctionnent avec les classes moyennes, puisque les classes moyennes sont en voie de disparition. Appliquez maintenant partout les techniques de vol qui, auparavant, étaient destinées à ne vider que les poches des pauvres. Et notre économiste, dans son journal d'économie, de



recommander des techniques de vol extraordinairement sophistiquées : les Grecs n'ont même plus de quoi se payer de la purée en poudre ? Qu'à cela ne tienne, ne baissez pas baisser le prix au kilo, vendez simplement des boîtes beaucoup plus petites. Yorgos Anachrysos ne peut pas se payer une boîte d'un kilo à cinq euros ? Il s'offrira la boîte de cent grammes à cinquante centimes. Il suffisait d'y penser. Maria Sinpesetas ne peut plus se payer un baril d'Omo ? Elle achètera un berlingot. Petit, le berlingot. Petit, le profit sur le berlingot ? Certes, mais les petits ruisseaux font les grandes rivières, et s'il y a plus de pauvres il y a donc plus de gens pour acheter la purée en dé à coudre ou la lessive en paquet de six molécules. C'est écrit noir sur blanc par «Schumpeter».

Deuxième méthode, faites comme Renault. La Renault est trop chère pour l'ex-

sidérurgiste lorrain moyen ? Vendez-lui la Dacia !

Divisez votre production en deux : une marque riche, une marque pauvre. L'Oréal pour Marie-Chantal, Dop pour sa concierge.

Troisième méthode, inondez le monde d'imprimantes en 3D. Oui, vous savez, ces imprimantes qui ne fonctionnent pas au jet d'encre, mais au jet de plastique, et qui sortent n'importe quoi, une paire de tenailles, un vase, un coude de tuyau. Lorsque tout le monde en possédera une, on n'aura plus besoin d'acheter des objets très chers, il suffira d'un peu de ce plastique dont sont faites les briquettes de Lego, et hop ! l'abondance sera à la portée de tous.

Nestor Potkine

qui s'est commandé une imprimante en 3D. Pour qu'elle lui fabrique une broyeuse à économistes.

Agenouillisme autrichien

Une collusion islam-christianisme



ALORS QUE LE QATAR fait tranquillement son nid en France (BTP, sport, luxe, 300 millions d'euros récemment investis dans les PME, etc.), c'est à l'Arabie Saoudite que l'Autriche a officiellement décidé de dérouler son tapis rouge-blanc-rouge, aux couleurs de son drapeau. Après tout, quitte à s'attirer les faveurs des wahhabites – ces ultraorthodoxes intégristes de l'islam –, autant faire les yeux doux au pays le plus puissant. Même si l'Empire austro-hongrois a sombré il y a près de cent ans, à la fin de la Première Guerre mondiale, on continue en Autriche à accorder une importance particulière aux palais. C'est donc un palais sur le très prestigieux Ring, le boulevard circulaire de Vienne, qui fut offert aux cheikhs saoudiens : le palais Sturany.

Là où l'affaire ne manque pas de piquant, c'est que ce palais va héberger le centre du roi Abdallah pour le dialogue interreligieux et interculturel. La convention passée avec le royaume wahhabite mérite d'être lue. C'est au nom du « dialogue interreligieux » et même au nom des « valeurs des droits de l'homme » que ce centre est créé... alors même que l'Arabie Saoudite, régie selon les principes de la monarchie absolue, applique la charia et interdit tout exercice de la religion autre que l'islam. Ce pays ne comporte aucune église, aucune synagogue... mais ses représentants se feraient les apôtres (!) du dialogue interreligieux – et des valeurs liées aux droits de l'homme ? Autant confier au Vatican la création d'un centre culturel axé sur les cultures LGBT ! Dans ce pays, c'est la décapitation au sabre qui attend les apostats, les homosexuels ou simplement les femmes accusées de sorcellerie ! Pour mémoire, c'est aujourd'hui le seul pays au monde où les femmes n'ont pas encore le droit de conduire ni de sortir seules.

L'inauguration de ce centre eut lieu en grande pompe le 26 novembre dernier, non pas dans le palais qui a été attribué, mais ni plus ni moins qu'à la Hofburg, le palais le plus prestigieux de la ville, là où réside le président autrichien et où Marine Le Pen était invitée pour danser fin janvier (*Le Monde libertaire*, n° 1658, 2 février 2012, p. 10). Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon,

faisait partie des invités d'honneur (alors même que l'Arabie Saoudite n'a pas voté la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 !) avec les ministres des Affaires étrangères de l'Autriche, de l'Espagne et bien sûr de l'Arabie Saoudite... ainsi qu'un gradé du Vatican, car ce dernier État bénéficie du statut d'observateur dans ce centre. Sa création remonte à 2007, lors d'un entretien entre le pape Benoît XVI et le roi Abdallah. Les obscurantistes de tous les pays sont visiblement déjà plus unis qu'on pourrait le croire.

Le jour de l'inauguration, un symposium était organisé dans l'un des hôtels les plus chics de la ville. Dès l'enregistrement, chacun recevait un énorme classeur high-tech avec la présentation sur papier glacé de tout le programme, des orateurs, des institutions présentes, etc. Grand luxe ! L'atelier où je m'étais inscrit (au service des lecteurs du *Monde libertaire* !) portait sur les programmes culturels. L'assistance avait de quoi surprendre pour un athée comme moi : des religieux partout ! La plaquette officielle s'adresse d'ailleurs « aux représentants de toutes les religions » – sympas pour les athées et les agnostiques ! Lors des exposés, il était question du roi bienfaiteur et du dialogue, de la tolérance, du dialogue nécessaire, de la tolérance prometteuse ou encore du dialogue fructueux. Après chaque présentation, quelques questions étaient possibles. Je me suis levé pour questionner les conférenciers sur ce qu'ils entendaient par tolérance : « S'agit-il de tolérer les Juifs, qui à l'heure actuelle ne sont pas admis en Arabie Saoudite ? Si ce n'est pas le cas, cette tolérance concerne-t-elle alors les homosexuels, actuellement punis de la peine de mort dans le pays ? » Cela a suscité un certain froid... Le modérateur a préféré recueillir d'autres questions et, bien sûr, aucune réponse ne m'a été donnée. Pour le déjeuner, c'était vraiment l'opulence, même si bien sûr l'alcool était proscrit (ils ne vont quand même pas tolérer ceux qui aiment prendre un verre avec leur repas !). En sortant, je me disais que si le gouvernement autrichien venait à être à court d'idées, ils pourraient demander à l'Arabie Saoudite quelques conseils en ski alpin ou en construction d'igloos !

Ces obscurantistes saoudiens sont si riches (et courtisés, à une époque marquée par la crise énergétique) que non seulement l'Autriche leur a offert un palais (exempté d'impôts locaux), mais en plus ils ont accordé le statut diplomatique (donc l'immunité !) à tous les membres de cet institut (100 personnes dans le conseil d'administration du centre). L'application à ce centre prétendu « culturel » de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 interdit aux agents de l'État accrédité d'y pénétrer : aucune enquête ne sera autorisée, aucune surveillance. Les membres pourront tranquillement aller prêcher la haine dans les mosquées autrichiennes et rentrer tranquillement dans leur abri de luxe. Côté rémunérations, c'est l'échelle des faramineux salaires onusiens qui a été retenue et dans leur grande bonté, les Saoudiens ont offert le poste de numéro 2 (vice-secrétaire général) à l'ancienne ministre de la Justice du parti chrétien-démocrate, Claudia Bandion-Ortner (il y a encore une trentaine de postes à pourvoir dans ce centre, dont quatre rémunérés à plus de 10 000 euros mensuels).

Bien sûr, la création de ce centre est avant tout politique. Le projet a reçu le soutien des conservateurs chrétiens-démocrates de l'ÖVP et des sociaux-démocrates du SPÖ. Seuls les députés du parti d'extrême droite (le FPÖ de Heinz-Christian Strache) et ceux des Verts ont voté contre ce projet (les premiers par réflexe raciste, les seconds par lucidité).

Deux petites manifestations ont eu lieu le jour de l'inauguration, organisées par les Verts, mais aussi par l'Initiative des musulmans libéraux d'Autriche. Intéressant aussi : l'initiative *Religion ist Privatsache* (« la religion est une affaire privée ») et l'Initiative homosexuelle (représentant les intérêts des homosexuels dans le pays) ont décidé de porter plainte au pénal.

Ils ont peu de chance d'être entendus, mais un petit éclat médiatique n'est pas à négliger pour que les Autrichiens finissent par se rendre compte du danger.

Jérôme Segal

Faut-il *sauver* le musée Jacob ?

Steve Golden

REUILLY ? LE GOÛT D'UN TERRAIR à 15 kilomètres au sud de Vierzon... et pas vraiment l'affluence à l'office du tourisme local. Pourtant, la charmante et sympathique hôtesse, qui attend le chaland à la manière de nos braves soldats scrutant désespérément, en 1940, à l'intérieur des fortifications de la ligne Maginot, le retour de Pologne de l'armée ennemie, a vite fait de vous alpaguer, trop heureuse de pouvoir justifier son salaire de saisonnière, si, par aventure, ou par inadvertance, alors que vous cherchiez une station-service, un supermarché, un Maquedo ou un lieu de civilisation en plein cagnard estival, vous franchissez l'ancre touristique renommée. Bien sûr, votre éducation vous interdit de fuir en courant les jambes à votre cou. La jolie demoiselle élevée à la tarte à la patate, au boudin et au blanc du coin (classé AOC depuis 1937 tout de même !) vous indiquera alors les salles attenantes transformées en musée des Arts et Traditions populaires et en musée du Vin. Mais, comme la bougresse a senti que vous ne goûtez guère les sabots, les outils et les lits d'antan et que vous préférez, de loin, voir le pinard dans votre verre plutôt que dans

un musée, elle vous vantera le nouveau consacré à la gloire locale, qui, toutefois, n'est pas du cru.

Marius Jacob, né à Marseille, s'est installé, à la fin de l'année 1939, au hameau de Bois-Saint-Denis. Il s'y est suicidé le 28 août 1954. Au mois de juin 2012, Claude Nerrand, président de l'office du tourisme, ancien colonel et promoteur pour le moins ambigu de l'anarchiste qui n'appartient à personne, voit enfin se concrétiser le musée Jacob qu'il espérait depuis des lustres et des lustres pour la renommée de son village. *La Nouvelle République du Centre-Ouest* est présente pour l'occasion, estimant, le 20 de ce mois, que ledit musée mérite d'être visité. Le professeur Nerrand a dû repartir le sabre en bandoulière après le vernissage, car la petite sauterie n'a pas vraiment attiré la foule indigène. Nous avons poussé notre curiosité badine jusque-là au début du mois d'août et avons pu constater à notre tour qu'il est plus facile de circuler dans la pièce-musée que dans les couloirs du métro parisien vers 17 heures-17 h 30.

Faut-il pour autant sauver le musée Jacob du colonel Nerrand ? La question peut se poser légitimement si l'on considère qu'il y avait matière à dire, à faire et, surtout, à exposer. Au lieu de cela, vous allez lire pendant une bonne demi-heure un exposé photocopié en cinq actes, s'articulant autour d'une table centrale sur laquelle sont négligemment posés des chapeaux melons et hauts-de-forme. Précédemment, la charmante hôtesse aura pris soin de vous signaler que les pièces sur lesquelles vous allez vous ébaubir sont d'époque. Mais laquelle ? Deux costumes noirs viennent compléter la panoplie de l'ancien voleur qui n'est pas Arsène Lupin même si le site de l'OIT, à sa page Reuilly, au cœur du Berry, indique tout à fait le contraire.

Vous allez tourner dans le sens des aiguilles d'une montre mais, avant, il va falloir se taper le court propos introductif du metteur en scène qui vous invite, en fin de parcours, à lâcher vos impressions dans le livre d'or sur cet individu au parcours si particulier. Car, même cambrioleur, on peut avoir des qualités. De toute évidence, et en toute logique, l'ancien colonel ne cautionne pas les actes du cambrioleur anarchiste et donne dès le départ

Voici le débarquement des bagnards peint par François Lagrange dit Flag, fabricant de faux billets et ainsi devenu bagnard.



de la visite une vision partisane, légaliste et moraliste de la vie et des engagements d'un homme pourtant intelligent, sobre, droit. Un voleur se doit d'être tout le contraire, bien évidemment !

L'enfance, l'anarchisme et les vols, les procès d'Amiens et d'Orléans, le bain et enfin la vie d'un vieux marchand forain aspirant à la tranquillité dans un pays où il ne se passerait rien vont défiler sous vos yeux. Mais peut-être vous lasserez-vous à la lecture des reproductions d'articles de presse ? La photocopie tue le plus souvent l'intérêt et la motivation de lecture là où il eut été nettement plus judicieux de placer des originaux de *Paris-Presse*, du *Petit Journal*, ou encore de *Voilà*, soit autant de feuilles toujours très faciles à trouver de nos jours sur les sites de vente en ligne de journaux d'occasion.

Claude Nerrand vante alors le sérieux de ses recherches et l'accumulation de vrais témoignages dans un propos concluant la visite. Nous avons donc appris qu'il y avait de faux témoignages ! Ceux-là auraient pu, bien sûr, entacher la solidité historique de l'exposition établie après de nombreuses lectures. Un cahier, dans la salle-musée, fait d'ailleurs la liste des ouvrages sur Alexandre... sur Marius Jacob que le visiteur peut emprunter gratuitement à l'espace socioculturel du village. *L'Honnête Cambrioleur*, publié en 2008 par l'Atelier de création libertaire, s'y trouve à côté de la collection « À couteaux » tirés de *L'Insomniaque* parue en 1999 et d'autres titres plus contestables. Sur la poutre de la salle, au plafond, sont placardées les premières de couvertures desdits ouvrages... sauf *L'Honnête Cambrioleur*. No comment !

Naïvement, nous avons relevé quelques vraies erreurs commises par le muséographe amateur. Car celui-ci, s'inspirant de la première biographie écrite par Bernard Thomas, reproduit les mêmes conneries. Les chapeaux exposés sont assortis bien sûr des pseudonymes utilisés par Jacob lors de la période des cambriolages : Escande et Trompe la Mort portent un haut de forme, Bonnet un feutre noir (a-t-on vu le jeu de mot ?) et Attila un chapeau melon... Passons sur l'énorme flou (pas si artistique que cela) entourant l'histoire de l'anarchisme pour arriver sur la période du bain et vous constatez que le fagot Jacob porte le matricule 34477... soit 300 de moins que dans le registre officiel de l'administration pénitentiaire de Guyane. Le romancier et journaliste au *Canard enchaîné* avait, dans une deuxième version de son *Jacob*, rectifié le tir. Celle-ci était parue en 1998. Claude Nerrand a dû rester bloqué en 1970 ! De la même manière, Jacob sort de la prison de Fresnes en 1928 et non un an plus tôt. Passons.

Courage, la visite est bientôt terminée. Voilà Reuilly et Bois-Saint-Denis et on se demande bien l'intérêt d'exposer la serrure de la maison de Marius. Volonté allusive de mettre en valeur le passé d'un perceur de coffres-forts ? Désir de révéler les quelques rares

pièces authentiques conservées ? Le témoignage affiché de Josette Passas, donné à l'occasion de l'exposition de 2004 et de l'ouverture cette année d'une impasse Marius-Jacob dans le village, vient fort heureusement rattraper cette réalité émotionnelle et historique qui commençait à vous filer entre les doigts. Sur une petite table, qui en son temps a dû servir de meuble télé, trône une pipe et la plaque un peu rouillée du barnum de l'ancien forain : Marius Jacob, marchand ambulant Reuilly Indre. Enfin quelque chose d'intéressant.

Il ne vous reste plus qu'à lire la surprenante conclusion dans laquelle Claude Nerrand, en Monsieur Loyal qui se prévaut d'une interview télé faite par Jean-Luc Delarue, se justifie d'avoir voulu s'approprier un anarchiste devenu Arsène Lupin. Il ne justifie pas en revanche la faute d'orthographe faite dans la question posée par l'animateur. Cela dit, il aurait juste cherché à raconter cette histoire d'aventurier sans parti pris. Et si une telle malhonnêteté dialectique ne vous arrache pas un léger sourire, vous prendrez soin de laisser votre impression dans le livre d'or comme Cloco vous l'a suggéré au début de la visite. Quelques rares visiteurs l'ont fait avant vous pour souligner la mémoire de ce sacré bonhomme ou encore pour tenter une bizarre analogie avec un malheureux candidat frontdegauchiste à la dernière élection présidentielle. Un autre a simplement écrit « Vive l'anarchie ! » après avoir affirmé qu'Alexandre Jacob méritait son musée.

Seulement, ici, dans ce coin perdu de la campagne berrichonne, le voleur anarchiste n'a pas vraiment le musée qu'il était en droit de mériter. Au lieu de cela, vous serez tentés de constater un fonds de commerce, comme a pu dire en son temps une méchante langue à Claude Nerrand qui ne donne pas de nom mais qui se défend, en conclusion de la visite, d'avoir voulu valoriser Reuilly par le biais de Jacob. C'est pourtant ce qu'il nous affirmait lorsque nous l'avons rencontré le 3 avril 2001. Il évoquait pour nous l'exposition de 1993, qui est donc devenue permanente : « J'ai fait l'exposition pour deux raisons. Il faut que je l'avoue, que je sois franc, d'abord parce que le personnage m'intéressait d'un seul coup. Quand les gens en parlaient, ils avaient l'air de trouver Jacob extraordinaire. La deuxième cause, étant président du syndicat d'initiative de Reuilly, je trouvais là un biais touristique qui pouvait éventuellement m'attirer du monde. »

En sortant du musée Jacob, nous nous sommes arrêtés une dernière fois à l'office du tourisme, histoire de voir s'il n'y avait pas un aimant, un pin's ou une carte postale à acheter ou, pour faire honneur à l'honnête cambrioleur, à voler. Il y avait juste toujours aussi peu de monde et nous nous sommes demandé s'il fallait sauver le musée Jacob ? La charmante hôtesse, nourrie au boudin, à la tarte à la patate et au vin blanc AOC, n'a pas dû comprendre notre désarroi. Elle souriait toujours autant.

S.G.

Affiche à la sortie du musée

Visiteur.

Vous venez de traverser la vie d'Alexandre Marius Jacob et cette présentation a été réalisée, en dehors de toutes pression et influence, afin d'essayer de mieux comprendre ce vieil homme qui est venu mourir au Bois-Saint-Denis de Reuilly.

Certains se sont enflammés pour cet homme, d'autres l'ont transformé en Arsène Lupin, héros de Maurice Leblanc et d'autres l'ont détesté.

Cette documentation rassemble la recherche des vrais témoignages de ses amis d'une partie de sa vie par Berthier, Denizeau et les enfants invités à son dernier déjeuner. Ils essaient de raconter cette histoire d'aventurier sans parti pris.

Vous êtes entièrement libre, peut-être avec cette modeste exposition, de compléter votre jugement sur le personnage de Marius.

« Pourquoi avez-vous porté un intérêt à Marius Jacob », m'a demandé un jour un animateur de télévision ?

Ma réponse est simple : « Je ne sais pas pourquoi. »

Peut-être parce que je l'avais connu de vue quand j'étais enfant, comme beaucoup d'autres de mon âge, parce que ce mot bagnard m'épouvantait, parce qu'il avait séjourné à Reuilly dans mon village et celui de mes aïeux.

Une langue méchante m'a lancé, un jour : « Vous en avez fait votre fonds de commerce. »

On ne vend pas un homme surtout quand on est bénévole depuis de très longues années et respectueux de la vie de chacun.

On cherche seulement à mieux comprendre la réalité.

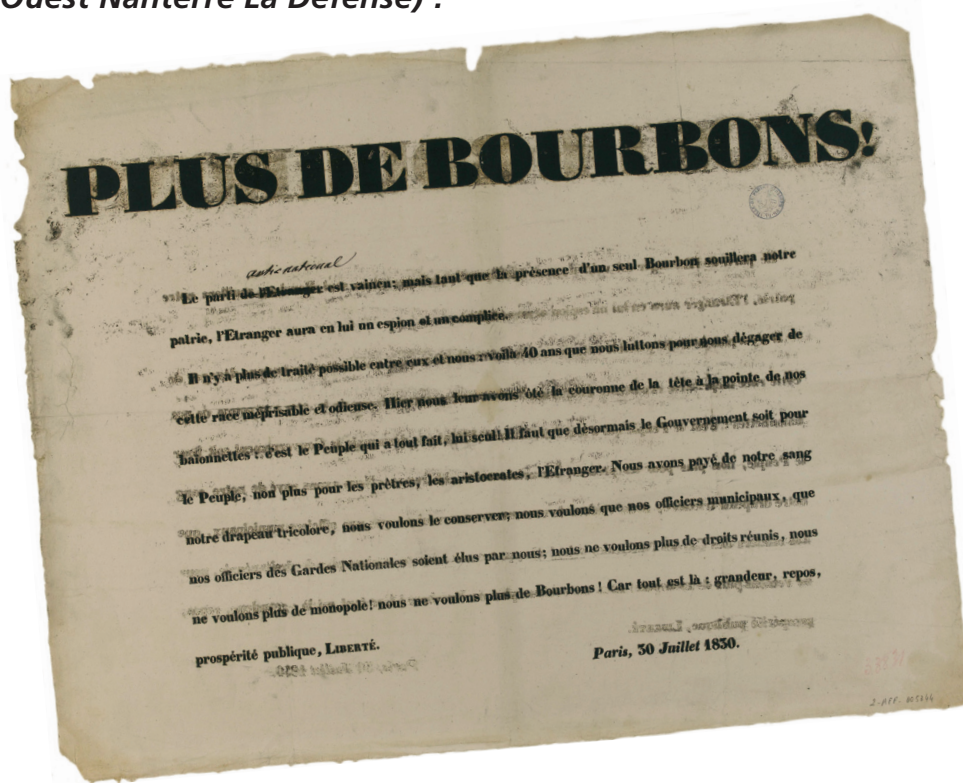
Marius Jacob n'a peut-être pas choisi, pour la société, le bon chemin mais ce chemin est le sien et il apporte pendant quelques années dans l'histoire de Reuilly, une image particulière.

Claude Nerrand

L'affiche

un cri collé au mur

Mourir pour ses idées ! De fait, c'est pour les avoir rendues publiques en les placardant sur les murs de la ville qu'Olympe de Gouges est guillotinée en 1793... À partir de cet exemple emblématique, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) a conçu une exposition, Affiche-Action : quand la politique s'écrit dans la rue (J.F. Balaudé, président de l'université de Paris-Ouest Nanterre La Défense)¹.



Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

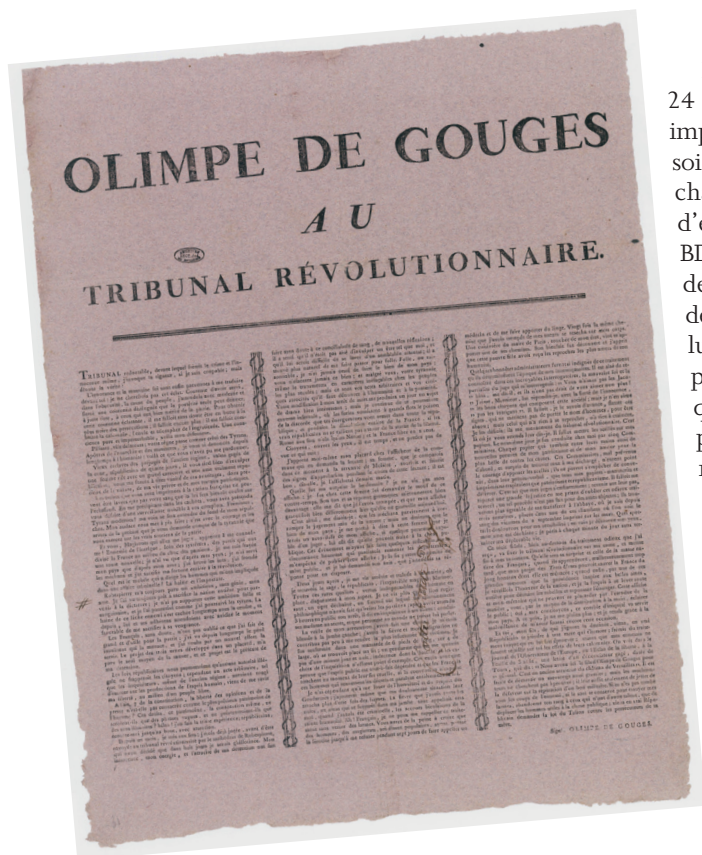
**COLÈRE, PAROLE
AFFICHE-ACTION.**

QUAND LA POLITIQUE S'ÉCRIT DANS LA RUE
du 14 novembre 2012 au 24 février 2013 à La BDIC
Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Hôtel des Invalides, Paris

CETTE EXPOSITION PRÉSENTÉE PAR LA BDIC est visible à... l'hôtel des Invalides à Paris. Ne pas se laisser rebuter par l'ambiance militaire du lieu, ni intimider par l'alignement des canons gardant l'esplanade. Y aller franchement, entrer et tourner à gauche, c'est tout au bout du couloir. Affiche-Action, le programme est dans le titre : depuis la Révolution française de 1789 l'affiche a toujours été ce « cri collé au mur² », destiné à interpeller dans l'urgence la population. La patrie en danger, les manifestes de la Commune de Paris, les papillons et textes manuscrits de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale, les affiches des Beaux-Arts en mai 1968, les mouvements de femmes des années 1970, tout cela est au menu de cette exposition. Respectons la chronologie et commençons par la salle réservée à la Révolution française avec notamment les fameuses affiches conçues par Olympe de Gouges : Les Trois Urnes ou le Salut de la patrie, suivie de Olympe de Gouges au Tribunal révolutionnaire et de Une patriote persécutée à la Convention nationale. Ces trois textes lui vaudront arrestation, emprisonnement et guillotine, parce qu'elle y prônait la décentralisation de l'élaboration de la loi, s'opposant ainsi frontalement aux jacobins. Pour la première fois dans

l'histoire de la Révolution une femme est arrêtée et condamnée pour avoir conçu une affiche. Pas n'importe quelle femme : une femme qui réclamait le droit de s'exprimer. Dans sa Déclaration des droits de la Femme (rejetée par la Convention le 28 octobre 1791), Olympe de Gouges revendiquait déjà : « Une femme a le droit de monter sur l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la tribune. »

Nous faisons ensuite un saut dans le temps pour ce qui est la plus importante partie de l'exposition : la Commune de Paris. Dès le 18 mars 1871, les communards s'emparent de l'Imprimerie nationale et commencent à publier par affiche toutes les décisions et décrets sur papier blanc, manière d'officialiser leur légitimité par rapport aux versaillais : « Il n'appartient qu'à l'autorité communale et aux municipalités d'apposer des affiches sur papier blanc (l'affichage des actes émanant du gouvernement de Versailles est formellement interdit). » Ajoutons qu'un espace est consacré aux caractères d'imprimerie des différents formats utilisés pour les différents types d'affiches, à l'usage fait des dépêches télégraphiques imprimées ou lithographiées qui font circuler l'information mieux que la presse, dont la diffusion est alors fortement perturbée.



Entre le 19 mars et le 24 mai 1871, la Commune fera imprimer 399 affiches officielles, soit en moyenne six par jour, tirées chacune à plusieurs milliers d'exemplaires. L'exposition de la BDIC propose un très large choix de ces affiches : proclamations, décisions, informations sur l'évolution de la situation militaire, plus que la presse, c'est l'affiche qui interpelle directement la population parisienne. La dernière sera datée du 4 Prairial 79 (24 mai 1871) à 9 heures.

Plus près de nous : la Seconde Guerre mondiale, l'occupation, Vichy. Un regret : c'est le parent pauvre de cette exposition. Peu de documents, mais intéressants quand même. On peut voir qu'en l'absence d'affiches imprimées les opposants au régime de Vichy compensaient par des textes manuscrits sur des

papillons à coller sur les affiches officielles des autorités (détournement) ; des photos nous le rappellent, les affiches de l'occupant et des collabos (propagande) étaient également régulièrement arrachées ou détériorées, d'où l'avertissement placardé : « L'altération, sous toutes ses formes, de la présente affiche sera considérée comme acte de sabotage et punie des peines les plus sévères. »

Autre époque, autre style : mai 1968 et les affiches des Beaux-Arts au graphisme immédiatement reconnaissable grâce à une nouvelle technique employée à l'époque : la sérigraphie. L'élaboration de ces affiches renvoie au mode d'organisation des dessinateurs républicains espagnols pendant la révolution de 1936-1939 : dans l'atelier on discute en assemblée des projets d'affiches, quand ces projets sont acceptés (avec ou sans modifications) ils sont réalisés, puis, après impression, placardés par des militants toutes tendances confondues. Différence d'avec la révolution espagnole : les affiches de mai 1968 ne sont pas (ou rarement) signées du sigle d'organisations, ou portent simplement la mention « atelier populaire ». Dans la foulée, les années 1970 verront l'explosion du mouvement féministe et de ses nombreuses affiches avec un graphisme proche de celui de 1968 mais en plus coloré. Plus qu'en 1968, les femmes prennent la parole et entendent la garder, en dignes descendantes d'Olympe de Gouges. Les slogans se féminisent : « Le pays des droits de l'homme a-t-il peur des droits de la femme ? », « Avortement libre et gratuit pour toutes », « Nous aurons les enfants que nous voulons ». La boucle est bouclée, Olympe de Gouges est de nouveau d'actualité près de deux siècles après son exécution.

Un conseil : en guise de mise en bouche, commencez donc la visite par la première petite salle, où sont exposées les affiches

contemporaines de Pierre Di Sciullo, créateur du PFT (Parti faire un tour), et de Vincent Perrotet. Ce dernier a eu la bonne idée (et le bon goût) de laisser à disposition et gratuitement des reproductions de quelques-unes de ses affiches aux textes sans équivoque : « L'Argent est roi (des cons) », « Actionnaires-torionnaires », « Compétitivité-poil aux licenciés », etc. Ces deux graphistes-créateurs parviennent à faire le lien entre engagement politique, citations philosophiques et poésie, à l'instar du célèbre *Rêve générale* apparaissant désormais à chaque manifestation de masse.

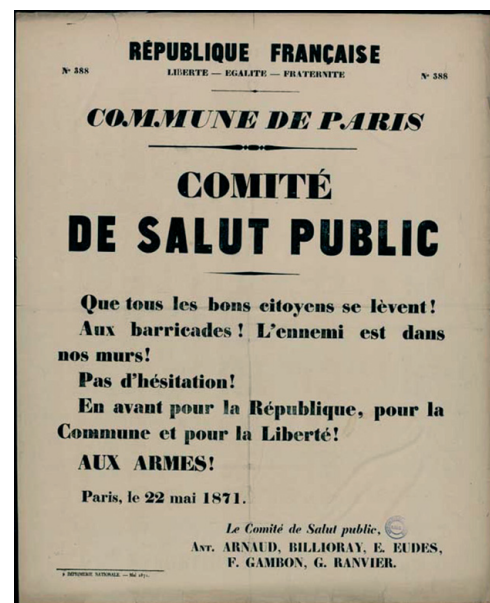
« L'affiche, par le lien direct qu'elle établit entre le concepteur et le lecteur, provoque (si elle est réussie) une émotion, un choc, qui amène le citoyen à penser avec ses yeux. »³

Interpeller la population, s'opposer à la norme officielle, proposer des alternatives... Sous toutes les latitudes, l'affiche (ou l'autocollant) est une arme échappant au pouvoir de l'argent qui s'est depuis longtemps emparé des médias écrits ou parlés. « Le libre développement des affiches permettra de parler au public chaque fois qu'on le juge opportun, sans s'affilier à des coteries non moins oppressives qu'incompétentes. »⁴

C'est ce que cette exposition nous rappelle fort à propos, même si aujourd'hui les réseaux sociaux ont pris le relais pour ce qui est des appels au peuple.

R.P.

1. Affiche-Action, quand la politique s'écrit dans la rue, exposition jusqu'au 24 février 2013 au musée d'Histoire contemporaine, hôtel des Invalides, 129, rue de Grenelle, 75007 Paris (entrée : 5 euros).
2. En référence au documentaire sur l'affichiste espagnol : Manuel Monleón, un cri collé au mur.
3. Wally Rosell et Ramón Pino, Espagne 1936-1975 : les affiches des combattants de la liberté (vol.2).
4. Auguste Comte, Rapport sur la nature et le plan du nouveau gouvernement révolutionnaire. Correspondance générale et confessions, tome IV.



La femme aux cheveux rouges

nous a quittés...

CE VENDREDI 30 NOVEMBRE, Heike Hurst a été emportée par son petit «alien» de cancer, comme elle aimait à l'appeler. Nous en sommes d'autant plus touchés que l'émission *Le Manège*, qu'elle a animée le 28 novembre, porte sur le film *Le Dernier Choix*, réalisé par Annick Redolfi et monté par sa fille, Annick Hurst. Cette émission sera sa dernière, elle ne le sait pas et nous non plus!

Écoutons donc des extraits (un peu recomposés pour en faciliter la compréhension):

Heike Hurst. Cette émission est un peu exceptionnelle, dans un registre qui s'approche du film au sujet grave, dont nous savons que nous aurons toutes et tous à affronter: la mort, l'euthanasie et la mort, peut-être pas désirée, mais inéluctable.

Sur la Terre entière, ce problème de mourir dans la dignité est traité de façon très différente: en Orient, ça fait partie de la vie et il n'y a aucun problème pour affronter cette dernière étape car il y a la croyance en un au-delà. Moi qui ai vu le film, il n'y a pas d'apologie de la foi et de la religion, mais ce film vous remue les tripes et essaie de vous donner l'information la plus complète possible. C'est un film qui est riche et qui recherche et ouvre des pistes.

Vous ne le verrez pas dans les programmes de cinéma de la semaine, mais sur France 5, le 4 décembre à 20 h 35; la diffusion sera suivie d'un débat.

Ce film est composé de deux parties de soixante minutes: «*Le dernier choix, j'aime la vie, mon corps ne l'aime plus*», sur la situation française depuis la loi Léonetti; «*Le dernier choix, mon corps me quitte*», sur plusieurs pays ayant légiféré sur la question (la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas et le Luxembourg).

Il faudrait qu'on s'organise toutes et tous pour que ce film passe au cinéma!

Cette question fondamentale de la fin de la vie et de la mort inaugure votre film de façon magistrale: une personne s'adresse directement à vous et émerge de son quotidien grâce à ce regard que le film lui accorde.

Annick Redolfi. Cette femme, Betty, nous parle de son amour pour la vie et pour ses proches qui l'entourent beaucoup, de sa reconnaissance pour le personnel soignant alors qu'elle ne peut ni se lever ni se laver toute seule. Bien que tétraplégique, elle se disait heureuse; elle s'est beaucoup battue pour les personnes handicapées, notamment pour la question de leurs transports. Quand on l'a filmée, on savait qu'elle allait partir, une



Heike Hurst

date était fixée une semaine après car elle avait de plus en plus de problèmes, de poches et de fils partout et de souffrances physiques et psychiques. Le tournage a été très difficile: comment raconter?

Cependant, je voudrais vous lire une carte écrite par Betty la veille de son départ et que j'ai reçue le lendemain: «*J'ai presque honte d'être sereine, je pars pour un ailleurs ou pour le néant, mais je vais vers la délivrance...*»

Le film est dédié à cette femme, son courage et son amour de la vie. Elle est morte en vie.

Nous avons fait le choix de commencer le film par un véritable cours de bioéthique, qui n'est donc pas joué: c'est un oncologue (spécialiste du cancer) avec des étudiants en médecine en Belgique. La médecine est parfois impuissante face à certaines maladies; à la demande d'une personne qui souffre, que doit faire le médecin? La question du geste pour le médecin est fondamentale: faut-il dire «*tuer*» ou trouver d'autres mots? Donner la mort avec violence ou donner la mort avec douceur à la demande de quelqu'un? La vraie violence, n'est-ce pas l'agonie? Cela nous a permis d'articuler plusieurs choses essentielles, de ne pas être dans la caricature, le pathos, le tumulte médiatique (comme celui qui a entouré Chantal Sébire ou Vincent Humbert), de comprendre leurs demandes, mais de sortir du purement émotionnel, même si la vie est faite d'émotions.

Notre réflexion a progressé tout au long de la fabrication du film.

Heike Hurst. Pour les mots de la fin, en sortant d'une telle expérience, on se sent comment?

Annick Hurst. J'ai l'impression d'avoir appris sur chaque film documentaire, mais je suis fière d'avoir monté ce film, on ne ressort pas indemne, mais j'ai l'impression d'avoir grandi.

Heike Hurst. Pour cela, cela valait le coup de faire le film; je remercie les deux Annick et je suis très fière d'avoir pu vous recevoir. Je vous donne rendez-vous mercredi prochain! Nous allons nous revoir assez vite.

Hélas, nous nous sommes revues très vite, ce samedi 4 décembre au Père-Lachaise pour rendre un dernier hommage à notre compagne de radio, d'abord avec Salim dans *Fondu au noir*, puis avec Michel Bonjour et Boris Beyssi dans *Le Manège*. Et à notre critique de cinéma dans *Le Monde libertaire*.

Les interventions ont évoqué la femme avant tout, la mère d'Annick, la grand-mère d'Ariane, la compagne de Joseph, la professeure d'allemand et de cinéma et, surtout, la fan de cinéma, au rire aussi éclatant que la couleur de ses cheveux, à la curiosité sans limite et à la plume comme au verbe si critiques! Comme Betty, Heike est morte en vie! Selon Annick, Heike avait pu envisager les derniers temps de sa vie avec un peu plus de sérénité grâce à ce film.

C'est le dernier cadeau qu'elle vous offre.

Élisabeth Claude et Boris Beyssi

Animateurs de Radio libertaire

Pour revoir le film:

<http://www.pluzz.fr/le-dernier-choix-2012-12-04-21h45.html>

Pour relire quelques articles de Heike Hurst:

<http://www.monde-libertaire.fr/les-auteurs-du-monde-libertaire/12782-heike-hurst>

Pour réécouter les dernières émissions (dépêchez-vous: elles ne restent pas longtemps accessibles):

<http://backup.radio-libertaire.org/en> choisissant la semaine et en cliquant dans le tableau sur l'émission *Le Manège*.

L'émission du 5 décembre est un très bel hommage rendu à Heike par Annick H., Annick R., Joseph, Boris, Anne.

La bibliothèque La Rue

rouvre ses portes

PENDANT QUATORZE ANS, les membres du groupe La Rue ont assuré la gestion de la bibliothèque La Rue située au 10, rue Robert-Planquette (Paris XVIII^e), y consacrant beaucoup de temps et d'énergie. Grâce à eux, ce lieu historique est resté ouvert et vivant malgré une baisse de la fréquentation. Ne se sentant pas la force de continuer l'aventure, ils ont lancé de nombreux appels afin de trouver des personnes susceptibles d'assurer à leur suite les permanences de La Rue.

Nous avons décidé d'y répondre et sommes heureux d'annoncer qu'à partir de janvier 2013 la bibliothèque sera ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures.

Comme le rappelait Barbara (dans *Le Monde libertaire* n° 1688), le fonds renferme des ouvrages et documents rares qui méritent d'être mis en valeur afin que La Rue soit un lieu d'étude. Notre premier objectif est donc de réaliser un catalogue informatisé disponible en ligne, notamment sur le blog de la

bibliothèque :

<http://bibliotheque-larue.over-blog.com>

La Rue est cependant et avant tout un lieu de rencontres et de détente qu'il convient de faire vivre. Notre démarche s'inscrit donc dans un projet plus ambitieux destiné à faire du local La Rue un lieu militant où il sera possible de lire et emprunter des ouvrages variés, consulter la presse libertaire, discuter, participer à des débats...

N'hésitez pas à venir à notre rencontre.

Adrien (sympathisant)

Franck (groupe Louise-Michel)

Marie (groupe Louise-Michel)

Michel (sympathisant)

Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

bibliothequelarue@no-log.org
larue75018@yahoo.fr



Jeudi 20 décembre

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste : n'achetez pas de jouets guerriers, ne fabriquez plus de guerriers !

Vendredi 21 décembre

Les oreilles libres (14 h 30) Une émission autour du thème de l'apocalypse.

Hôtel Paradoxe (23 heures) Poésie sonore, y aura-t-il une vie après la fin du monde ?

Dimanche 23 décembre

Tempête sur les planches (14 heures) Actualité du théâtre La Tempête prend la défense du Lavoisier moderne parisien, lieu de quartier insoumis à

la Goutte d'Or, mais tombé entre les mains de spéculateurs immobiliers et donc menacé dans son existence.

Restons éveillés ! (00 h 00) Libre antenne.

Lundi 24 décembre

Trous noirs (16 heures) « Andines » fête 25 ans d'action pour une économie respectueuse des hommes et de la nature. La bio entre business et projet de société...

Mardi 25 décembre

Pas de quartier (18 heures) Pas d'émission ce jour ou peut-être rediffusion.

Paroles d'associations (19 h 30)

Mercredi 26 décembre

Blues en liberté (10 h 30) Koko Taylor, la reine du Chicago Blues.

Femmes libres (18 h 30) Hommage à Colette Magny, en vinyle et en cd.

Ras les murs (20 h 30) Lecture du courrier des prisonniers et analyse de la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 27 décembre

Si vis pacem (18 heures) Revue de 51 jeudis avec Si Vis Pacem.





Vendredi **21** décembre

Paris **XI^e**

19 h 30. Les soirées lecture de la librairie du Monde libertaire. Alice, institutrice viendra discuter avec vous de ce livre qu'elle a lu et aimé: *Apprendre avec les pédagogies coopératives* de Sylvain Connac. Sur ces pédagogies coopératives, qui donnent la possibilité à des élèves, dans le cadre scolaire, de travailler en pouvant compter sur l'aide des camarades.

Samedi **22** décembre

Quimper (**22**)

11 heures. Rassemblement hebdomadaire des indignés de Quimper. Place Terre-au-Duc.

Paris **XII^e**

Fête du livre à la librairie L'Émancipation. Des centaines de livres d'occasion. 8, impasse Crozatier, M^o Faidherbe-Chaligny ou Gare-de-Lyon.

Dimanche **23** décembre

Toulouse (**31**)

9 h 30. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le cannabis sans jamais oser le demander au Père Noël. Place Saint-Aubin.

Jeudi **27** décembre

Saint-Jean-du-Gard (**30**)

19 heures. Concert de noise hardcore avec le groupe Mannequin, suivi d'un spectacle de théâtre d'ombre, La Tramontane. Nous mangerons et boirons ce que nous amènerons (après les spectacles). À la Bibliothèque-infokiosque du 152, Grand-Rue. L'entrée est libre.

Jusqu'au **21** décembre

Jhano expose. L'exposition itinérante reprend la route. La musique inspire les toiles et les dessins. Du riff à la punch line, de la plume la plus légère au cri guttural, le pinceau trouve son guide. On fait tourner tout ça de la galerie à la salle de concert. Pour en savoir plus : www.facebook.com/events/200214533445234/

Montreuil (**93**)

Du mardi au samedi, de 13h30 à 18h30, exposition de dessins et de photos sur le thème : la tautologie est un sport de combat. À Fatalitas, boutique, 3, rue Édouard-Vaillant. M^o Croix-de-Chavaux.



Nemo, Jhano, Riri, Aurelio, Krokaga, Valere, Jokoko, Lardon, Slo...
Des dessinateurs du *Monde libertaire* illustrent l'agenda 2013 des éditions du Monde libertaire.
En vente 7 euros à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, www.librairie-publico.com

**LE MONDE
LIBERTAIRE**

HORS • SÉRIE

Bimestriel de la Fédération anarchiste
n°47 janvier-février 2013

Roms

NOUS PARLONS D'HOMMES



Révoltes et révolutions dans les pays arabes et ailleurs

Lesbiennes féministes en lutte : collectif BA-HAM

Interview : Les Thugs

Hors-série n°47 du Monde libertaire
Supplément au Monde libertaire hebdomadaire n° 1692
Du 27 décembre 2012 au 20 février 2013

M 06726 - 47 H - F: 5,00 € - RD



Le Monde libertaire hors-série n°47 sera en kiosques du 27 décembre 2012 au 20 février 2013 au prix de 5 euros. L'hebdomadaire reprendra sa parution le 17 janvier 2013.